RSM

Annexe 2

RSM InterAudit

Rue Antoine de Saint-Exupéry 14
B 6041 Gosselies

T +32 (0)71 37 03 13
F +32 (0)71 37 01 39

www.rsmbelgium.be

UNION DES VILLES ET COMMUNES DE WALLONIE ASBL
À l'Attention de Mesdames
Michèle BOVERIE et
Isabelle COMPAGNIE,
rue de l'Etoile 14

5000 Namur

N. Réf : THLE/148/06//2022/AC

Gosselies, le 17 juin 2022

Chères Mesdames,

Concerne : **Rapport des observations factuelles concernant le rapport de justification financière de l'Union des Villes et Communes de Wallonie ASBL (UVCW), accréditée par la Direction générale Coopération au développement et Aide humanitaire (DGD)**

Les dispositions ci-après constituent les termes de référence (ci-après "**TdR**"), selon lesquels l'Union des Villes et Communes de Wallonie – UVCW (l'Acteur) confie à RSM InterAudit, représenté par Monsieur Thierry LEJUSTE (ci-après "**le Réviseur d'entreprises**") l'exécution d'une mission de procédures convenues dans le cadre du rapport de justification financière de l'UVCW pour la période du 01/01/2021 au 31/12/2021 **("la Période")** du Programme courant du 01/01/2017 au 31/12/2021 relatif au contrat de subvention financé par la DGD, ayant pour référence l'Arrêté Ministériel du 28 février 2017. Vous nous demandez d'en faire rapport à la DGD, en exécution de l'art. 41 de l'AR du 11 septembre 2016.

La DGD a rédigé la description de mission, mais n'est pas partie au présent contrat.

AUDIT | TAX | CONSULTING

RSM InterAudit is a member of the RSM network and trades as RSM. RSM is the trading name used by the members of the RSM Network. Each member of the RSM network is an independent accounting and consulting firm which practices in its own right. The RSM network is not itself a separate legal entity in any jurisdiction.

RSM InterAudit SRL - réviseurs d'entreprises - Siège social : chaussée de Waterloo 1151 - B 1180 Bruxelles
interaudit@rsmbelgium.be - TVA BE 0436.391.122 - RPM Bruxelles -

Member of **RSM Toelen Cats Dupont Koevoets** - Offices in Antwerp, Brussels, Charleroi, Mons and Zaventem

Responsabilités des parties à la mission

Le terme "Acteur" renvoie à l'organisation de la société civile ou acteur institutionnel, bénéficiaire du contrat de subvention qui couvre une activité.

- L'Acteur doit fournir au réviseur d'entreprises un rapport de justification financière relatif à l'activité financée par le contrat de subvention, conformément aux conditions d'un tel accord, et doit s'assurer que ce rapport corresponde au système comptable et aux comptes de l'Acteur. L'Acteur fournit des informations suffisantes et correctes, tant financières que non financières, afin d'étayer le rapport financier.

- L'Acteur reconnaît que la compétence du réviseur d'entreprises à exécuter les procédures imposées dans cette mission dépend effectivement d'un accès total et inconditionnel, qui lui est assuré par l'Acteur et, le cas échéant, par l'entité/les entités liée(s), au personnel, au système comptable et à tous les documents et renseignements nécessaires à l'exécution des procédures spécifiques convenues.

- Le "Réviseur d'entreprises" est chargé de l'exécution des procédures spécifiques convenues de la manière fixée dans les présents TdR. Le terme "Réviseur d'entreprises" renvoie au cabinet de révision avec lequel un contrat est conclu pour l'exécution de cette mission et la présentation à l'Acteur d'un rapport d'observations factuelles. Le terme "Réviseur d'entreprises" peut signifier la ou les personne(s) qui procède(nt) à la vérification, de manière générale l'associé responsable de la mission ou d'autres membres de l'équipe affectée à la mission. L'associé responsable de la mission est l'associé ou une autre personne du cabinet de révision qui assume la responsabilité de la mission et du rapport qui est établi au nom de ce cabinet de révision, et qui est réviseur d'entreprises.

En signant les présents TdR, le Réviseur d'entreprises confirme qu'il est membre de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises.

Objet de la mission

L'objectif de cette mission est de fixer les procédures spécifiques convenues relatives à la vérification du rapport de justification financière de l'UVCW pour la Période du 01/01/2021 au 31/12/2021 par rapport à l'arrêté ministériel de subvention.

Raison de la mission

Conformément au contrat de subvention, l'Acteur doit transmettre à la DGD un rapport des observations factuelles relatives au rapport de justification financière, qui est établi par un réviseur d'entreprises pour justifier le paiement demandé par l'Acteur dans le cadre de la subvention.

Type de mission et objectif

La vérification des dépenses reprises dans le rapport de justification financière consiste à exécuter certaines procédures convenues sur les recettes et dépenses incluses dans le rapport de justification financière et à soumettre à l'Acteur un rapport des observations factuelles en ce qui concerne les procédures convenues mises en œuvre.

L'objectif de ces procédures spécifiques convenues est que le réviseur d'entreprises vérifie les données factuelles du rapport de justification financière de l'Acteur et les compare aux conditions du contrat de subvention. Dans la mesure où cette mission ne comporte aucun engagement d'assurance, le réviseur d'entreprises n'exprime aucune opinion d'audit et ne fournit aucune assurance raisonnable. La DGD évalue les observations factuelles communiquées par le réviseur d'entreprises et en tire ses propres conclusions.

Normes et éthique

Le réviseur d'entreprises exécute cette mission :

- dans le respect de la norme *International Standard on Related Services* ("ISRS") 4400 *'Engagements to perform Agreed-upon Procedures regarding Financial Information'* (missions d'exécution de procédures spécifiques convenues en matière d'informations financières), publiée par l'*International Federation of Accountants* ("IFAC") ;
- en conformité avec les dispositions déontologiques applicables en Belgique. Ces dispositions énoncent des principes éthiques fondamentaux pour les réviseurs d'entreprises portant entre autres sur l'intégrité, l'objectivité, l'indépendance, la compétence professionnelle, l'obligation de prudence et de diligence, la confidentialité, le comportement professionnel et les normes techniques. Bien que l'ISRS 4400 ne prévoie pas l'indépendance comme critère pour les missions convenues, la DGD exige que le réviseur d'entreprises soit indépendant de l'Acteur et se conforme aux exigences d'indépendance telles que prévues par les dispositions déontologiques applicables en Belgique aux réviseurs d'entreprises.

Le fait que le réviseur d'entreprises soit également le commissaire de l'Acteur (entre autres au sens des articles 17, § 5, 37, § 5 et 53, § 5 de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations) ne remet pas en cause l'indépendance du réviseur d'entreprises.

Procédures, preuves et documentation

Le réviseur d'entreprises planifie les activités de manière à pouvoir vérifier le rapport de justification financière. Le réviseur d'entreprises met en œuvre les procédures qu'il aura déterminées et applique les lignes directrices. Les pièces probantes sous-jacentes à utiliser pour l'exécution des procédures convenues correspondent à toutes les informations financières et non financières qui permettent de vérifier les informations que l'Acteur a déclarées dans le rapport de justification financière. Le réviseur d'entreprises se fonde sur les pièces probantes ainsi obtenues pour établir son rapport des observations factuelles. Le réviseur d'entreprises conserve dans son dossier de travail les documents justificatifs qui étayent le rapport des observations factuelles et prouvent que la mission a été exécutée conformément à l'ISRS 4400 et aux TdR.

Établissement du rapport

Le rapport des observations factuelles doit donner une description suffisamment détaillée de l'objectif, des procédures spécifiques convenues et des observations factuelles de la mission, afin de permettre à l'Acteur et à la DGD de comprendre la nature et l'ampleur de la mission exécutée par le réviseur d'entreprises et les observations factuelles qu'il communique.

Ce rapport doit être remis par RSM InterAudit représentée par Monsieur Thierry LEJUSTE à l'UVCW au plus tard le 30 juin 2022.

Autres conditions

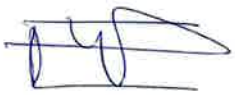
Les honoraires pour l'exécution des procédures telles que décrites ci-dessus sont fixés à 4.500,00 euros hors TVA et ne font pas partie des honoraires du mandat de commissaire, tels que fixés par l'Assemblée générale de l'Acteur en date du 9 mai 2019.

Les frais (transport, per diem, logement, etc.) encourus par le réviseur d'entreprises pour l'exécution des procédures telles que décrites ci-dessus sont compris dans le forfait de 4.500,00 euros hors TVA.

La planification des procédures d'audit relève de la responsabilité du réviseur d'entreprises.

Recevez, Madame Boverie, Madame Compagnie, l'expression de mes sentiments les meilleures

RSM INTERAUDIT SRL
REPRÉSENTÉE PAR



THIERRY LEJUSTE,
REVISEUR D'ENTREPRISES

Accepté pour le compte de l'UVCW

Michèle BOVERIE
Secrétaire générale

Annexe 3

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C − 2018/10484]

26 JANUARI 2018. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 september 2016 betreffende de niet-gouvernementele samenwerking

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 19 maart 2013 betreffende de Belgische Ontwikkelingssamenwerking, artikel 26, § 2, 6°;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 september 2016 betreffende de niet-gouvernementele samenwerking;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën van 16 november 2017;

Gelet op het advies nr. 62.654/4 van de Raad van State van 8 januari 2018, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Ontwikkelingssamenwerking,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 3, § 4 van het koninklijk besluit van 11 september 2016 betreffende de niet-gouvernementele samenwerking wordt de bepaling onder 2° vervangen als volgt:

"2° het personeel of de raad van bestuur van Enabel;".

Art. 2. De minister bevoegd voor Ontwikkelingssamenwerking is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 januari 2018.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Ontwikkelingssamenwerking,
A. DE CROO

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES, COMMERCE EXTERIEUR ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C − 2018/10484]

26 JANVIER 2018. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 11 septembre 2016 concernant la coopération non gouvernementale

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 19 mars 2013 relative à la Coopération belge au Développement, l'article 26, § 2, 6° ;

Vu l'arrêté royal du 11 septembre 2016 concernant la coopération non gouvernementale ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances du, donné le 16 novembre 2017 ;

Vu l'avis n° 62.654/4 du Conseil d'Etat, du 8 janvier 2018, en application de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2° des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Coopération au Développement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Dans l'article 3, § 4 de l'arrêté royal du 11 septembre 2016 concernant la coopération non gouvernementale, le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° du personnel ou du conseil d'administration de Enabel; ».

Art. 2. Le ministre qui a la Coopération au Développement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 janvier 2018.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Coopération au Développement,
A. DE CROO

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[C − 2017/14327]

31 JANUARI 2018. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 13 juli 2017, gesloten in het Paritair Subcomité voor de betonindustrie, betreffende de arbeidsvoorwaarden (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Subcomité voor de betonindustrie;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 13 juli 2017, gesloten in het Paritair Subcomité voor de betonindustrie, betreffende de arbeidsvoorwaarden.

Art. 2. De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 31 januari 2018.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Werk,
K. PEETERS

Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :
Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[C − 2017/14327]

31 JANVIER 2018. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 13 juillet 2017, conclue au sein de la Sous-commission paritaire de l'industrie du béton, relative aux conditions de travail (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Sous-commission paritaire de l'industrie du béton;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 13 juillet 2017, reprise en annexe, conclue au sein de la Sous-commission paritaire de l'industrie du béton, relative aux conditions de travail.

Art. 2. Le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 31 janvier 2018.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi,
K. PEETERS

Note

(1) Référence au *Moniteur belge* :
Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

Enkel de operationele leden, die geen stagiair zijn, van een zone of van de Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest kunnen zich kandidaat stellen.".

Art. 4. In artikel 5 van hetzelfde besluit, wordt paragraaf 3 aangevuld als volgt: "Voorafgaand aan het selectiegesprek moeten de kandidaten slagen voor testen gelijkwaardig aan deze die vereist zijn voor een ambtenaar van niveau A, die hun managements- en leiderschapscapaciteiten toetsen. De testen omvatten drie delen :

1° een test gericht op de leidinggevende vaardigheden bedoeld in het functieprofiel;

2° een proef die de generieke managementcompetenties test;

3° een praktische gevalstudie die de functie weerspiegelt.

De testen, bedoeld in 1° en 2°, kunnen computergestuurd afgenomen worden.

De testen worden afgenomen door een extern selectiebureau dat aangeduid wordt door de raad en dat elke kandidaat de vermelding 'geschikt' of 'ongeschikt' geeft.".

Art. 5. In artikel 7 van hetzelfde besluit, wordt de paragraaf 3 vervangen als volgt: "§ 3. Voor de kandidaat die lid is van het vrijwillige personeel, geeft de in § 1 bedoelde aanwijzing aanleiding tot een tijdelijke professionalisering van ambtswege of, desgevallend, een tijdelijke professionalisering door mobiliteit van ambtswege.

Wanneer het mandaat eindigt onder de voorwaarden bedoeld in artikel 13, eerste lid, 2° of 4° en indien de laatste evaluatie bedoeld in artikel 115 van de wet van 15 mei 2007 positief is, wordt de professionalisering binnen de zone definitief op de datum van de laatste dag van het mandaat.

In de andere gevallen, indien de betrokkene de hoedanigheid van personeelslid van de zone niet verloren heeft, begint de professionaliseringsstage bedoeld in artikel 95 van het koninklijk besluit van 19 april 2014 tot bepaling van het administratief statuut van het operationeel personeel van de hulpverleningszones te lopen vanaf de eerste dag die volgt op het einde van het mandaat van zonecommandant.

In afwijking van het tweede en derde lid wordt de betrokkene op zijn verzoek niet geprofessionaliseerd op het einde van zijn mandaat. In dat geval en op zijn verzoek wordt hij opnieuw tewerkgesteld als vrijwilliger :

— binnen de zone waarvan hij lid was en in de graad die hij bekleedde op het ogenblik van zijn kandidatuur;

— binnen de zone waar hij zonecommandant was en in de graad die hij bekleedde op het ogenblik dat zijn mandaat beëindigd werd.".

Art. 6. In artikel 8 van hetzelfde besluit wordt na het tweede lid een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt : "Het evaluatiegesprek vindt ten vroegste tien en ten laatste zestig kalenderdagen na de uitnodiging plaats.".

Art. 7. De artikelen 14 tot en met 17 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

Art. 8. De minister die bevoegd is voor Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 30 augustus 2016.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
Jan JAMBON

Seuls les membres opérationnels, non-stagiaires, d'une zone ou du Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale peuvent se porter candidats. ».

Art. 4. Dans l'article 5 du même arrêté, le paragraphe 3 est complété comme suit : « Préalablement à l'entretien de sélection, les candidats doivent satisfaire à des tests équivalents à ceux requis pour un agent de niveau A et examinant leurs capacités de management et de direction. Les tests comprennent trois parties :

1° un test qui évalue les capacités de direction telles qu'elles ressortent du profil de fonction;

2° une épreuve qui teste les compétences génériques en management;

3° une étude de cas pratique qui reflète la fonction.

Les tests, visés au 1° et 2°, peuvent être informatisés.

La réalisation de ces tests est confiée à un bureau de sélection externe désigné par le conseil qui attribue à chaque candidat la mention 'apte' ou 'inapte'. ».

Art. 5. Dans l'article 7 du même arrêté, le paragraphe 3 est remplacé comme suit : « § 3. Pour le candidat qui est membre du personnel volontaire, la désignation visée au § 1er entraîne une professionnalisation d'office à titre temporaire ou, s'il y échet, une professionnalisation par mobilité d'office à titre temporaire.

Lorsque le mandat prend fin dans les conditions visées à l'article 13, alinéa 1er, 2° ou 4° et si la dernière évaluation visée à l'article 115 de la loi du 15 mai 2007 est positive, la professionnalisation au sein de la zone devient définitive à la date du dernier jour du mandat.

Dans les autres cas, si l'intéressé n'a pas perdu la qualité de membre du personnel de la zone, le stage de professionnalisation visé à l'article 95 de l'arrêté royal du 19 avril 2014 relatif au statut administratif du personnel opérationnel des zones de secours débute le premier jour qui suit la fin du mandat.

Par dérogation aux alinéas 2 et 3, l'intéressé, à sa demande, n'est pas professionnalisé à l'issue de son mandat. Dans ce cas et à sa demande, il obtient sa réaffectation comme membre volontaire :

— dans la zone dont il était membre, et dans le grade dont il était revêtu, au moment de sa candidature;

— dans la zone dont il était commandant de zone et dans le grade dont il était revêtu au moment où son mandat a pris fin. ».

Art. 6. Dans l'article 8 du même arrêté, l'alinéa suivant est inséré après l'alinéa 2 : « L'entretien d'évaluation a lieu au plus tôt dix et au plus tard soixante jours de calendrier après la convocation. ».

Art. 7. Les articles 14 à 17 du même arrêté sont abrogés.

Art. 8. Le ministre ayant l'Intérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 août 2016.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
Jan JAMBON

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C − 2016/15111]

11 SEPTEMBER 2016. — Koninklijk besluit betreffende de niet-gouvernementele samenwerking

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de grondwet, artikel 108;

Gelet op de wet van 19 maart 2013 betreffende de Belgische Ontwikkelingssamenwerking, artikelen 26 en 27, vervangen door de wet van 16 juni 2016;

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES, COMMERCE EXTERIEUR ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C − 2016/15111]

11 SEPTEMBRE 2016. — Arrêté royal concernant la coopération non gouvernementale

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la constitution, l'article 108;

Vu la loi du 19 mars 2013 relative à la Coopération belge au Développement, les articles 26 et 27, remplacés loi du 16 juin 2016;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 april 2014 tot erkenning en betoelaging van de koepels en tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 februari 2007 voor de erkenning en betoelaging van de federaties van de niet-gouvernementele ontwikkelingsorganisaties;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 april 2014 betreffende de subsidiering van de actoren van de niet-gouvernementele samenwerking;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 maart 2015 houdende de organisatie van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 20 juin 2016;

Gelet op het akkoord van de minister van Begroting, gegeven op 12 juli 2016;

Gelet op het advies 59.876 van de Raad van State, van 31 augustus 2016 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voordracht van Onze Minister van Ontwikkelingssamenwerking,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK 1. — *Definities*

Artikel 1. In dit besluit wordt verstaan onder :

1° "de wet" : de wet van 19 maart 2013 betreffende de Belgische Ontwikkelingssamenwerking;

2° "referente organisatie" : de federatie of de door de federaties aangeduide erkende organisatie die de taken verbonden aan een gemeenschappelijk strategisch kader coördineert en animeert;

3° "lokale partner" : een representatieve vereniging van de civiele maatschappij, een instelling van openbaar nut of een gedecentraliseerde autoriteit in de ontwikkelingslanden, aan een erkende organisatie gebonden door een partnerschapsovereenkomst of een memorandum of understanding;

4° "gegroepeerde aanvraag" : de samenvoeging van individuele programma's van erkende organisaties, ingediend door een federatie krachtens artikel 27, § 2, lid 2 van de wet;

5° "veranderingstheorie" : een theoretische redenering waarbij de mechanismen schematisch uitgelegd zijn waardoor de verwachte ontwikkelingsresultaten zich zullen materialiseren en die de onderliggende veronderstellingen van een interventie uitklaart;

6° "output" : goederen, uitrustingen, diensten of veranderingen die het gevolg zijn van een interventie van ontwikkelingssamenwerking;

7° "outcome" : het directe effect dat de interventie wil bereiken op kort tot middellang termijn voor de directe, intermediaire of eindbegunstigde (specifieke doelstelling);

8° "impact" : lange termijn effecten, positief of negatief, primair of secundair, waartoe een interventie van ontwikkelingssamenwerking leidt direct of niet, opzettelijk of niet;

9° "ontwikkelingsresultaat" : outcome of impact van een interventie van ontwikkelingssamenwerking;

10° "operationele kosten" : de kosten die noodzakelijk en essentieel zijn voor het bereiken van een of meerdere resultaten van de interventie van ontwikkelingssamenwerking. Deze kosten stoppen zodra de interventie wordt beëindigd of is voltooid;

11° "beheerskosten" : de afscheidbare kosten die betrekking hebben op het beheer, de omkadering, de coördinatie, de opvolging, de controle, de evaluatie of de financiële audit, en die specifiek het gevolg zijn van de uitvoering van de interventie van ontwikkelingssamenwerking of de verantwoording van de subsidiëring;

12° "structuurkosten" : de kosten die verbonden zijn aan de realisatie van het maatschappelijk doel van de gesubsidieerde organisatie en die, hoewel ze worden beïnvloed door de uitvoering van de interventie van ontwikkelingssamenwerking, niet afscheidbaar zijn noch op het budget van deze interventie kunnen worden aangerekend;

13° "administratiekosten" : de kosten, gemaakt door een erkende ledenorganisatie, om namens haar leden een programma samen te stellen, te formuleren, in te dienen, te coördineren, op te volgen, te verantwoorden, en te beheren, dat is geïdentificeerd en wordt uitgevoerd door haar niet erkende leden en/of de partners van haar leden, en waarin de ledenorganisatie geen operationele rol speelt;

14° "directe kosten" : de operationele kosten en beheerskosten van de interventie;

15° "eigen inbreng" : deel van het programma dat niet wordt gedekt door een subsidie van de Belgische Ontwikkelingssamenwerking;

Vu l'arrêté royal du 2 avril 2014 régissant l'agrément et la subvention des coupoles et modifiant l'arrêté royal du 7 février 2007 régissant la subvention des fédérations des organisations non-gouvernementales;

Vu l'arrêté royal du 25 avril 2014 concernant la subvention des acteurs de la coopération non-gouvernementale;

Vu l'arrêté royal du 5 mars 2015 portant organisation du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 20 juin 2016;

Vu l'accord du ministre du Budget, donné le 12 juillet 2016;

Vu l'avis 59.876 du Conseil d'Etat, du 31 août 2016, en application de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition de Notre Ministre de la Coopération au développement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1er. — *Définitions*

Article 1er. Dans le présent arrêté, on entend par :

1° "la loi" : la loi du 19 mars 2013 relative à la Coopération belge au Développement;

2° "organisation référente" : la fédération ou l'organisation accréditée désignée par les fédérations, qui coordonne et anime les tâches liées à un cadre stratégique commun;

3° "partenaire local" : une association représentative de la société civile, une institution d'intérêt public ou une autorité décentralisée dans les pays en développement, lié par une convention de partenariat ou un memorandum of understanding à une organisation accréditée;

4° "demande groupée" : la compilation de programmes individuels d'organisations accréditées introduits par une fédération en vertu de l'article 27, § 2, alinéa 2 de la loi;

5° "théorie de changement" : un raisonnement théorique qui explique schématiquement par quels mécanismes les résultats de développement attendus se matérialiseront et sur quelles hypothèses sous-jacentes une intervention de développement repose;

6° "output" : Biens, équipements, services ou changements qui résultent de l'intervention de coopération au développement;

7° "outcome" : l'effet direct que l'intervention veut accomplir à court ou moyen terme, au niveau des bénéficiaires directs, intermédiaires ou finaux (objectif spécifique);

8° "Impact" : effets à long terme, positifs et négatifs, primaires et secondaires, induits par une intervention de coopération au développement, directement ou non, intentionnellement ou non;

9° "résultat de développement" : outcome ou impact d'une intervention de coopération au développement;

10° "coûts opérationnels" : les coûts nécessaires et indispensables à l'atteinte d'un ou plusieurs résultat de l'intervention de coopération au développement. Ces coûts disparaissent dès l'arrêt ou la fin de l'intervention;

11° "coûts de gestion" : les coûts isolables liés à la gestion, à l'encadrement, à la coordination, au suivi, au contrôle, à l'évaluation ou à l'audit financier et engendrées spécifiquement par la mise en œuvre de l'intervention de coopération au développement ou la justification de la subvention;

12° "coûts de structure" : les coûts qui sont liés à la réalisation de l'objet social de organisation subventionnée et, bien qu'ils soient influencés par la mise en œuvre de l'intervention de coopération au développement, ne sont ni isolables ni imputables sur le budget de cette intervention;

13° "coûts d'administration" : les coûts engagés par une organisation de membres accréditée pour, au nom de ses membres, composer, formuler, introduire, coordonner, suivre, justifier et administrer le programme identifié et mis en œuvre par ses membres non accrédités et/ou les partenaires de ses membres et dans lequel l'organisation accréditée ne joue pas de rôle opérationnel;

14° "coûts directs" : les coûts opérationnels et les coûts de gestion de l'intervention;

15° "apport propre" : partie du programme qui n'est pas couverte par une subvention de la Coopération belge au Développement;

16° "bijkomend opbrengst" : opbrengst van de erkende organisatie, gegenereerd door de activiteiten van de interventie van ontwikkelingssamenwerking, de verkoop van activa die in het kader van de interventie zijn verworven, of de betaling aan de organisatie van vorderingen die als gevolg van de uitvoering van de interventie zijn ontstaan;

17° "algemene budgetrubrieken" :

1° voor de operationele kosten en de administratiekosten : (1) investeringskosten, (2) werkingskosten en (3) personeelskosten,

2° voor de beheerskosten : (1) personeelskosten, (2) audit en evaluatie kosten en (3) andere kosten;

18° "onafhankelijke evaluatie" : evaluatie waarbij de evaluerende entiteit functioneel onafhankelijk is van de geëvalueerde entiteit en van de opdracht gevende entiteit.

HOOFDSTUK 2. — *Voorwaarden en toekenningsprocedure van de erkenning*

Afdeling 1. — Voorwaarden

Onderafdeling 1 — Algemene voorwaarden

Art. 2. Beschikt over een performant systeem van organisatiebeheersing, zoals beoogd in artikel 26, § 1, tweede lid, 4° van de wet, de organisatie die de overeenstemming van haar beheerscapaciteit met haar niveau van complexiteit aantoont.

De beheerscapaciteit bedoeld in het eerste lid wordt getoetst op basis van de volgende criteria, gegroepeerd in negen domeinen :

1° het financiële beheer : de kwaliteit van de beheersystemen, de capaciteit om zijn financiële verplichtingen na te komen;

2° het strategische beheer : het proces van de ontwikkeling van de strategie, het proces van strategische planning, de opvolging en de sturing van de strategie;

3° het procesbeheer : de bepaling van de activiteit van de organisatie, de formalisering van de processen, de beheersing van de processen;

4° het resultaatgerichte beheer : de kwaliteit van het beleid van resultaatgericht beheer, de beheersing van het opvolgings- en evaluatieproces, de capaciteit van de organisatie om haar beleid van resultaatgericht beheer uit te voeren;

5° het beheer van het partnerschap : de keuze van de partner en de formalisering van het partnerschap, de strategie voor de capaciteitsversterking van de partners;

6° het rekening houden met de transversale thema's : de thema's gender en milieu;

7° het risicobeheer : de dekking van het risicobeheer van de organisatie, de risicobeheersing;

8° het personeelsbeheer : de bepaling van een personeelskader, de bepaling van een personeelsontwikkelingsstrategie, de beheersing van de HRM-processen;

9° transparantie : de formalisering van een communicatie- en een informatiebeheerstrategie, het bestaan van een communicatiesysteem; de toegankelijkheid en de betrouwbaarheid van de informatie.

De domeinen en de criteria opgesomd in het tweede lid zijn in bijlage 1 beschreven.

Het niveau van complexiteit van de organisatie zoals beoogd in het eerste lid, wordt bepaald op basis van de volgende parameters :

1° de grootte van de organisatie;

2° de geografische spreiding;

3° de thematische spreiding;

4° de diversiteit van de partners;

5° de spreiding van de opdrachtgevers;

6° het aantal medewerkers.

De berekeningsbasis van de parameters opgenomen in het derde lid wordt in bijlage 2 beschreven.

Onderafdeling 2. — De erkenning van de organisaties van de civiele maatschappij (CMO)

Art. 3. § 1. Beschikt over het jaarlijkse omzetcijfer, zoals beoogd in artikel 26, § 2, 3° van de wet, de organisatie die een jaarlijks omzetcijfer van ten minste 50.000 euro heeft.

16° "revenu complémentaire" : revenu de l'organisation accréditée généré par les activités de l'intervention de coopération au développement, la vente d'actifs acquis dans le cadre de l'intervention ou le paiement à l'organisation de toute créance générée suite l'exécution de l'intervention;

17° "rubriques budgétaires générales" :

1° pour les coûts opérationnels et les coûts d'administration : (1) investissements, (2) coûts de fonctionnement et (3) coûts de personnel,

2° pour les coûts de gestion : (1) coûts de personnel, (2) coûts d'évaluation et d'audit et (3) autres coûts;

18° "évaluation indépendante" : évaluation pour laquelle l'entité évaluatrice est fonctionnellement indépendante de l'entité évaluée et de l'entité donneuse d'ordre.

CHAPITRE 2. — *Conditions et procédures d'accréditation*

Section 1re. — Conditions

Sous-section 1re. — Conditions générales

Art. 2. Dispose d'un système performant de maîtrise de l'organisation visé à l'article 26, § 1er, alinéa 2, 4° de la loi, l'organisation qui démontre l'adéquation de sa capacité de gestion à son niveau de complexité.

La capacité de gestion visée à l'alinéa 1er est examinée à partir des critères suivants, regroupés en neuf domaines :

1° la gestion financière : la qualité des outils de gestion, la capacité à faire face à ses engagements financiers;

2° la gestion stratégique : le processus d'élaboration de la stratégie, le processus de planification stratégique, le suivi et pilotage de la stratégie;

3° la gestion des processus : la définition de l'activité de l'organisation, la formalisation des processus, la maîtrise des processus;

4° la gestion axée résultats : la qualité de la politique de gestion axée résultats, la maîtrise du processus de suivi-évaluation, la capacité de l'organisation à mettre en œuvre sa politique de gestion axée résultats;

5° la gestion des partenariats : le choix et la formalisation des partenariats, la stratégie de renforcement des capacités des partenaires;

6° la prise en compte de thèmes transversaux : thèmes du genre et de l'environnement;

7° la gestion des risques : la couverture de la gestion des risques de l'organisation, la maîtrise des risques

8° la gestion du personnel : la définition d'un cadre de ressources humaines, la définition d'une stratégie de développement des ressources humaines, la maîtrise des processus de gestion des ressources humaines;

9° la transparence : la formalisation d'une stratégie de communication et de gestion de l'information, l'existence d'un dispositif de communication, l'accessibilité et la fiabilité de l'information.

Les domaines et les critères repris à l'alinéa 2 sont décrits à l'annexe 1.

Le niveau de complexité de l'organisation visé à l'alinéa 1er, est déterminé à partir des paramètres suivants :

1° la taille de l'organisation;

2° la dispersion géographique;

3° la dispersion thématique;

4° la diversité des partenaires;

5° la dispersion des donneurs d'ordre;

6° le volume des moyens humains.

La base de calcul des paramètres repris à l'alinéa 3 est décrite à l'annexe 2.

Sous-section 2. — L'accréditation des organisations de la société civile (OSC)

Art. 3. § 1er. Dispose du chiffre d'affaires annuel visé à l'article 26, § 2, 3° de la loi, l'organisation qui a un chiffre d'affaires annuel d'au moins 50.000 euros.

§ 2. Beschikt over voldoende menselijke middelen, zoals beoogd in artikel 26, § 2, 4° van de wet, de organisatie die over ten minste twee voltijdse equivalenten beschikt die ten minste halftijds worden gepresteerd, waarvan ten minste één voltijds equivalent bezoldigd wordt volgens het Belgische arbeidsrecht en waarvan het surplus gepresteerd moet worden overeenkomstig de bepalingen van de wet van 3 juli 2005 betreffende de rechten van vrijwilligers.

§ 3. Beschikt over een aantoonbaar maatschappelijk draagvlak in België zoals beoogd in artikel 26, § 2, 5° van de wet, de organisatie die beantwoordt aan ten minste twee van de volgende indicatoren :

1° de organisatie heeft met ten minste vijf instellingen, autoriteiten of verenigingen in België samenwerkingsovereenkomsten afgesloten betreffende de ontwikkelingssamenwerking;

2° de organisatie is lid van nationale en internationale netwerken die gespecialiseerd zijn in de thema's van de ontwikkelingssamenwerking;

3° haar beslissingsorganen omvatten erkende CMO's;

4° de organisatie beschikt over ten minste honderdvijftig leden, deelnemers, sympathisanten of vrijwilligers;

5° tijdens de vijf jaar voorafgaand aan de vraag tot erkenning, heeft de organisatie jaarlijks ten minste 14.000 euro fondsen verzameld in België.

§ 4. Is autonoom, zoals beoogd in artikel 26, § 2, 6° van de wet, de organisatie waarvan geen enkel lid van de raad van bestuur of het directieorgaan deel uitmaakt van :

1° het personeel van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking;

2° het personeel of de raad van bestuur van de Belgische Technische Coöperatie;

3° het personeel of de raad van bestuur van de Belgische investeringsmaatschappij voor ontwikkelingslanden;

4° de beleidscel van de minister.

Onderafdeling 3. — De erkenning van de institutionele actoren (IA)

Art. 4. Beschikt over voldoende menselijke middelen zoals beoogd in artikel 26, § 3, 3° van de wet, de organisatie die ten minste vier voltijdse equivalenten telt, die bezoldigd worden volgens de voorwaarden voorzien door het Belgische arbeidsrecht.

Afdeling 2. — Samenstelling van de aanvraag tot erkenning en voorziening van informatie

Art. 5. De organisatie van de civiele maatschappij of de institutionele actor die een erkenning wil krijgen, legt voor :

1° een strategisch plan dat de volgende elementen omvat :

a) een uitvoerige beschrijving van de organisatiestructuur, inclusief de samenstelling en de werking van haar organen alsook haar personeelsbeleid en haar organigram, waaruit blijkt dat de algemene voorwaarden van artikel 26, § 1, tweede lid van de wet en de specifieke voorwaarden van artikel 26, § 2 of § 3 van de wet vervuld zijn;

b) een beschrijving van de visie en de missie van de organisatie op het vlak van ontwikkelingssamenwerking en van de rol die zij daarin wenst te spelen;

c) een planmatige beschrijving van haar doelstellingen op middellange (vijf jaar) en lange termijn (tien jaar);

d) een beschrijving van de strategie die de organisatie wenst uit te voeren om haar doelstellingen vermeld in *c)* te bereiken in tien jaar;

e) een indicatief globaal financieel plan op middellange (vijf jaar) en lange termijn (tien jaar), waarin duidelijk de eigen middelen en de publieke of privéfinancieringen worden aangegeven die nodig zijn om de doelstellingen vermeld in *c)* te bereiken;

f) een opsomming van de landen waarin de organisatie de komende tien jaar actief wenst te zijn en haar motivatie;

g) een indicatieve beschrijving van de partners van de organisatie met betrekking tot de ontwikkelingseducatie en in de ontwikkelingslanden, van het identificatie- en selectieproces van de lokale partners en het beheer van die partnerschappen door de organisatie;

h) een indicatieve beschrijving van het doelpubliek;

2° de door de bevoegde organen van de organisatie goedgekeurde activiteitenverslagen en jaarrekeningen van de laatste vijf jaar waarmee de ervaring vermeld in artikel 26, § 1, tweede lid, 1° van de wet wordt aangetoond, en het bewijs wordt geleverd dat voldaan werd aan de verplichtingen inzake de neerlegging van de jaarrekeningen;

§ 2. Dispose de ressources humaines suffisantes tel que visé à l'article 26, § 2, 4° de la loi, l'organisation comptant au moins deux équivalents temps plein prestés au minimum à mi-temps, dont au moins un équivalent temps plein est rémunéré selon le droit du travail belge et dont le surplus doit être presté conformément aux dispositions de la loi du 3 juillet 2005 relative aux droits des volontaires.

§ 3. Dispose de l'assise sociétale démontrable en Belgique visée à l'article 26, § 2, 5° de la loi, l'organisation qui répond à au moins deux des indicateurs suivants :

1° l'organisation a établi des conventions de collaboration relatives à la coopération au développement avec au moins cinq institutions, autorités ou associations en Belgique;

2° l'organisation est membre de réseaux nationaux et internationaux spécialisés dans les thématiques de la coopération au développement;

3° ses organes de décision comprennent des OSC accréditées;

4° l'organisation dispose d'au moins cent cinquante membres, participants, sympathisants ou volontaires;

5° pendant les cinq ans précédant la demande d'accréditation, l'organisation a récolté des fonds en Belgique à concurrence d'au moins 14.000 euros par an.

§ 4. Est considérée autonome comme prévu à l'article 26, § 2, 6° de la loi, l'organisation dont aucun membre du conseil d'administration ou de l'organe de direction ne fait partie :

1° du personnel du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement;

2° du personnel ou du conseil d'administration de la Coopération Technique Belge;

3° du personnel ou du conseil d'administration de la Société belge d'investissements pour les pays en développement;

4° de la cellule stratégique du ministre.

Sous-section 3. — L'accréditation des organisations des acteurs institutionnels (AI)

Art. 4. Dispose de ressources humaines suffisantes tel que visé à l'article 26, § 3, 3° de la loi, l'organisation comptant au moins quatre équivalents temps plein rémunérés conformément aux conditions prévues par le droit du travail belge.

Section 2. — Composition de la demande d'accréditation et fourniture d'information

Art. 5. L'organisation de la société civile ou l'acteur institutionnel qui veut obtenir une accréditation présente :

1° un plan stratégique contenant les éléments suivants :

a) une description exhaustive de la structure de l'organisation, en ce compris la composition et le mode de fonctionnement de ses instances ainsi que sa politique de ressources humaines et son organigramme, dont il ressort que sont remplies les conditions générales de l'article 26, § 1er, alinéa 2 de la loi et les conditions spécifiques de l'article 26, § 2 ou § 3 de la loi;

b) la description de la vision et de la mission de l'organisation en matière de coopération au développement et du rôle qu'elle souhaite jouer à cet égard;

c) une description planifiée de ses objectifs à moyen (cinq ans) et à long terme (dix ans);

d) une description de la stratégie que l'organisation entend mettre en œuvre pour réaliser ses objectifs visés au *c)* en dix ans;

e) un plan financier global indicatif à moyen (cinq ans) et à long terme (dix ans), dans lequel sont répertoriés clairement les ressources propres et les financements publics ou privés qui sont nécessaires à la réalisation des objectifs visés au *c)*;

f) une énumération des pays où l'organisation souhaite être active dans les dix années suivantes et sa motivation;

g) une description indicative des partenaires de l'organisation relatifs à l'éducation au développement et dans les pays en développement, des processus d'identification et de sélection des partenaires locaux et de la gestion de ces partenariats par l'organisation;

h) une description indicative du public cible;

2° les rapports d'activités et comptes annuels de l'organisation approuvés par les organes compétents pour les cinq dernières années qui démontrent l'expérience visée à l'article 26, § 1er, alinéa 2, 1° de la loi et fournissent la preuve qu'il a été satisfait aux obligations en matière de dépôt des comptes annuels;

3° haar statuten.

Art. 6. De organisatie die een erkenning als federatie wil krijgen, legt voor :

1° een uitvoerige beschrijving van de organisatiestructuur waaruit blijkt dat de algemene voorwaarden van artikel 26, § 1, tweede lid van de wet en de specifieke voorwaarden van artikel 26, § 4 van de wet vervuld zijn;

2° haar statuten en huishoudelijk reglement;

3° de lijst van de organisaties die ze formeel vertegenwoordigt.

Art. 7. De organisatie die een erkenning als koepel van CMO's wil krijgen, legt voor :

1° een uitvoerige beschrijving van de organisatiestructuur waaruit blijkt dat de algemene voorwaarden van artikel 26, § 1, tweede lid van de wet en de specifieke voorwaarden van artikel 26, § 5 van de wet vervuld zijn;

2° haar statuten en huishoudelijk reglement;

3° de lijst van haar leden.

Art. 8. In het kader van de toetsing van de performantie van het systeem van organisatiebeheersing, deelt de organisatie op verzoek van de administratie of haar mandataris de informatiebronnen mee die in bijlage 3 opgesomd worden.

Wanneer de organisatie die de erkenning aanvraagt het gevolg is van de fusie of hergroepering van verschillende organisaties, mogen de documenten en de informatiebronnen beoogd in het eerste lid die van elk van de oorspronkelijke organisaties zijn, indien een geïntegreerde versie nog niet bestaat.

Afdeling 3. — Toekennings- en intrekkingsprocedure

Art. 9. § 1. De organisatie dient haar vraag tot erkenning in per aangetekende brief aan de minister.

§ 2. De administratie gaat na of de organisatie alle gevraagde documenten heeft ingediend.

De administratie kan de organisatie vragen haar dossier te vervolledigen.

De organisatie beschikt over een termijn van vijftien dagen vanaf de vraag van de administratie om de vragen te beantwoorden.

§ 3. De toetsing van de performantie van het systeem van organisatiebeheersing bedoeld in artikel 2 zal tenminste om de vijf jaar worden georganiseerd.

De toetsing van de performantie van het systeem van organisatiebeheersing wordt uitgevoerd door de administratie op basis van een externe expertise.

De administratie en de externe expert die daarvoor is gemandateerd formuleren hun advies op basis van de documenten opgesomd in bijlage 3 en op basis van verificaties ter plaatse.

§ 4. De administratie stelt een advies op voor de minister, die de erkenning toekent of weigert.

§ 5. De beslissing van de minister wordt met een aangetekende brief aan de organisatie meegedeeld binnen een termijn van twee maanden na de datum van het advies voorzien in § 4.

Art. 10. § 1. Wanneer uit de uitvoering van de activiteiten van de organisatie blijkt dat de organisatie niet langer aan de verplichtingen voldoet die in het kader van de subsidiëring van haar activiteiten op haar rusten, kan de organisatie onderworpen worden aan een hertoetsing van de performantie van het systeem van organisatiebeheersing.

§ 2. Het voornemen van de minister om de erkenning of het statuut in te trekken omwille van een van de redenen voorzien in artikel 26, § 7, tweede lid van de wet wordt via aangetekende brief aan de organisatie meegedeeld.

§ 3. De organisatie beschikt over een termijn van twee maanden vanaf de ontvangst van de aangetekende brief vernoemd in paragraaf twee, om haar opmerkingen over deze intrekking kenbaar te maken.

§ 4. De beslissing om de erkenning in te trekken wordt genomen door de minister, op basis van een advies van de administratie en wordt via aangetekende brief aan de organisatie meegedeeld.

3° ses statuts.

Art. 6. L'organisation qui veut obtenir une accréditation de fédération présente :

1° une description exhaustive de la structure de l'organisation dont il ressort que sont remplies les conditions générales de l'article 26, § 1er, alinéa 2 de la loi et les conditions spécifiques de l'article 26, § 4 de la loi;

2° ses statuts et règlement d'ordre intérieur;

3° la liste des organisations accréditées qu'elle représente formellement.

Art. 7. L'organisation qui veut obtenir une accréditation de coupole d'OSC présente :

1° une description exhaustive de la structure de l'organisation dont il ressort que sont remplies les conditions générales de l'article 26, § 1er, alinéa 2 de la loi et les conditions spécifiques de l'article 26, § 5 de la loi;

2° ses statuts et règlement d'ordre intérieur;

3° la liste de ses membres.

Art. 8. Dans le cadre de l'examen de la performance du système de maîtrise de l'organisation, l'organisation communique, à la demande de l'administration ou de son mandataire, les sources d'information listées à l'annexe 3.

Lorsque l'organisation qui sollicite une accréditation est issue de la fusion ou du regroupement de différentes organisations, les documents et les sources d'information visés à l'alinéa 1er peuvent être ceux de chaque composante dans le cas où une version intégrée n'existe pas encore.

Section 3. — Procédure d'octroi et de retrait

Art. 9. § 1er. L'organisation introduit sa demande d'accréditation par lettre recommandée auprès du ministre.

§ 2. L'administration vérifie que l'organisation a introduit tous les documents demandés.

L'administration peut demander à l'organisation de compléter son dossier.

L'organisation dispose d'un délai de quinze jours dès la demande de l'administration pour répondre à ses questions.

§ 3. L'examen de la performance du système de maîtrise de l'organisation visé à l'article 2 est organisé au moins tous les cinq ans.

L'examen de la performance du système de maîtrise de l'organisation est réalisé par l'administration sur base d'une expertise externe.

L'administration et l'expert externe mandaté à cet effet basent leur avis sur les documents listés à l'annexe 3 et des vérifications sur site.

§ 4. L'administration rédige un avis au ministre, qui octroie ou refuse l'accréditation.

§ 5. La décision du ministre est communiquée à l'organisation par lettre recommandée dans un délai de deux mois suivant la date de l'avis prévu au § 4.

Art. 10. § 1er. Quand il ressort de l'exécution des activités de l'organisation que l'organisation ne satisfait plus aux obligations qui lui incombent dans le cadre de la subvention de ses activités, l'organisation peut être soumise à un réexamen de la performance du système de maîtrise de l'organisation.

§ 2. L'intention du ministre de retirer l'accréditation pour une des raisons prévues à l'article 26, § 7, alinéa 2 de la loi est communiquée à l'organisation par lettre recommandée.

§ 3. L'organisation dispose d'un délai de deux mois à dater de la réception de la lettre recommandée mentionnée au deuxième paragraphe pour faire connaître ses observations sur ce retrait.

§ 4. La décision du retrait de l'accréditation est prise par le ministre sur base d'un avis de l'administration et est communiquée à l'organisation par lettre recommandée.

Afdeling 4. — Opvolging van de erkenning

Art. 11. Een institutionele dialoog wordt jaarlijks georganiseerd tussen de erkende organisatie en de administratie.

De volgende punten maken er deel van uit :

1° de institutionele en organisatorische evolutie van de erkende organisatie;

2° de geleerde lessen op het vlak van de veranderingstheorie van de organisatie en van het risicobeheer;

3° de interne en externe coherentie van het programma;

4° de vaststellingen uit de opvolging en de controles van het programma.

HOOFDSTUK 3. — *Gemeenschappelijke strategische kaders (GSK)*

Art. 12. § 1. Een gemeenschappelijk strategisch kader heeft een geldigheidsduur van vijf jaar vanaf de eerste januari volgend op zijn datum van goedkeuring.

§ 2. Een GSK kan tijdens de geldigheidsduur worden aangepast zonder dat zijn geldigheidsduur wordt verlengd.

Art. 13. Elk GSK omvat de volgende elementen :

1° Een gedetailleerde contextanalyse, met focus op de rol en de capaciteiten van de lokale partners van de erkende organisaties, en met aandacht voor de transversale thema's, bedoeld in artikel 11, § 2 van de wet;

2° De presentatie van de strategische doelen van de erkende organisaties in het land of binnen het thema van het GSK, en de verantwoording van hun ontwikkelingsrelevantie;

3° Voor elk weerhouden strategisch doel, de identificatie en de presentatie van de verschillende benaderingen van de betrokken organisaties, met aanduiding van de verschillen en van de gelijkenissen van deze benaderingen : veranderingstheorieën, benaderingen voor de operationele uitvoering, voor het partnerschap, of voor het rekening houden met de transversale thema's bedoeld in artikel 11, § 2 van de wet;

4° Een identificatie van de cruciale risico's die verband houden met de context, de strategische doelen en de benaderingen;

5° De indicatoren en de collectieve werkmodaliteiten die het collectieve leerproces in relatie tot de nagestreefde strategische doelen mogelijk maken, en die aanleiding kunnen geven tot eventuele aanpassing van het GSK;

6° De identificatie van opportuniteiten voor complementariteit en synergie tussen erkende organisaties, ook rond partners, en de beschrijving van de concrete engagementen van de erkende organisaties voor de uitvoering van deze onderlinge complementariteit en synergie in de realisatie van de strategische doelen;

7° De indicatieve lijst van erkende organisaties die bijdragen aan de strategische doelen;

8° In de partnerlanden van de gouvernementele samenwerking en in België, de beschrijving van de wijze waarop de strategieën en interventies van gouvernementele samenwerking in aanmerking werden genomen als onderdeel van de context bij de uitwerking van het GSK en de beschrijving van de geïdentificeerde opportuniteiten voor complementariteit en synergie met de gouvernementele samenwerking;

9° Een beschrijving van de manier waarop het GSK is opgesteld, en in het bijzonder de elementen die de participatie van de erkende organisaties en hun lokale partners aantonen.

Art. 14. § 1. Het GSK wordt door de referente organisatie voor 1 maart van het jaar voorafgaand aan zijn inwerkingtreding ter beoordeling voorgelegd aan de minister.

§ 2. De administratie organiseert binnen zes weken na de indiening daarvan een dialoog met de referente organisatie en de bij het GSK betrokken erkende organisaties die het wensen of hun vertegenwoordigers.

Volgende elementen maken deel uit van deze dialoog :

1° de relevantie en de verwachte impact van de strategische doelen in relatie tot de analyse zoals voorzien in artikel 13, 1° en hun coherentie met de doelstellingen van de Belgische ontwikkelingssamenwerking, bedoeld in hoofdstuk 2 van de wet, en met de basisprincipes, bedoeld in hoofdstuk 3 van de wet;

2° de coherentie van de benaderingen beoogd in artikel 13, 3° en de manieren waarmee de eventuele tegenstrijdigheden opgelost worden;

3° de relevantie en de intensiteit van de synergie en de complementariteit tussen erkende organisaties;

Section 4. — Suivi de l'accréditation

Art. 11. Un dialogue institutionnel est organisé annuellement entre l'organisation accréditée et l'administration.

Les points suivants y sont abordés :

1° l'évolution institutionnelle et organisationnelle de l'organisation accréditée;

2° les leçons tirées au niveau de la théorie de changement de l'organisation et de la gestion des risques;

3° la cohérence interne et externe du programme;

4° les constats issus du suivi et des contrôles du programme.

CHAPITRE 3. — *Cadres stratégiques communs (CSC)*

Art. 12. § 1er. Un cadre stratégique commun a une durée de validité de cinq ans à compter du premier janvier suivant sa date d'approbation.

§ 2. Un CSC peut être ajusté en cours de validité sans que sa durée de validité ne soit prolongée.

Art. 13. Chaque CSC contient les éléments suivants :

1° Une analyse de contexte détaillée, focalisée sur le rôle et les capacités des partenaires locaux des organisations accréditées, avec une attention aux thèmes transversaux visés à l'article 11, § 2 de la loi;

2° La présentation des cibles stratégiques visées par les organisations accréditées dans le pays ou dans le thème du CSC et la justification de leur pertinence au développement;

3° Par cible stratégique retenue, l'identification et la présentation des différentes approches des organisations concernées, avec la mise en évidence des différences et des ressemblances de ces approches : théories de changement, approches de mise en œuvre opérationnelle, de partenariat ou de prise en compte des thèmes transversaux visés à l'article 11, § 2 de la loi;

4° Une identification des risques majeurs liés au contexte, aux cibles stratégiques et aux approches;

5° Les indicateurs et les modalités collectives de travail qui permettent d'assurer l'apprentissage collectif sur les cibles stratégiques poursuivies et de justifier l'éventuel ajustement du CSC;

6° L'identification des opportunités de complémentarité et synergies entre organisations accréditées, y compris autour de partenaires, et la description des engagements concrets des organisations accréditées pour la mise en œuvre de ces complémentarité et synergies entre eux dans la réalisation des cibles stratégiques;

7° La liste indicative des organisations accréditées qui contribuent aux cibles stratégiques;

8° Dans les pays partenaires de la coopération gouvernementale et en Belgique, la description de la manière dont les stratégies et interventions de la coopération gouvernementale ont été prises en compte comme élément du contexte dans l'élaboration du CSC et la description des opportunités de complémentarité et de synergies avec la coopération gouvernementale qui ont été identifiées;

9° Une description de la manière dont le CSC a été élaboré, et en particulier les éléments permettant de constater la participation des organisations accréditées et de leurs partenaires locaux.

Art. 14. § 1er. Le CSC est soumis à l'appréciation du ministre par l'organisation référente avant le 1er mars de l'année qui précède son entrée en vigueur.

§ 2. L'administration organise un dialogue avec l'organisation référente et les organisations accréditées concernées par le CSC qui le souhaitent ou leurs représentants endéans les six semaines qui suivent son dépôt.

Ce dialogue porte sur les éléments suivants :

1° la pertinence et l'impact prévu des cibles stratégiques par rapport à l'analyse prévue à l'article 13, 1° et leur cohérence par rapport aux objectifs de la coopération belge au développement visés au chapitre 2 de la loi et aux principes visés chapitre 3 de la loi;

2° la cohérence des approches visées à l'article 13, 3° et les modalités de résolution des éventuelles contradictions d'approche;

3° la pertinence et l'intensité des synergies et complémentarité entre organisations accréditées;

4° de kwaliteit van het participatieproces van de lokale partners en van elke andere actor die relevant is voor de uitwerking van het GSK;

5° de kwaliteit van de collectieve leerprocessen.

§ 3. De minister besluit over goedkeuring van een GSK op basis van het advies van de administratie, dat betrekking heeft op :

1° De overeenstemming van het GSK met de artikelen 12 en 13;

2° de elementen die het onderwerp uitmaakten van de in § 2 bedoelde strategische dialoog.

§ 4. De minister deelt zijn beslissing uiterlijk drie maanden na de indiening van het GSK mee aan de referente organisatie en aan de federaties.

De federaties communiceren deze beslissing aan de CMO's en IA's die aan het GSK deelnemen.

§ 5. De eventuele aanpassing van het GSK tijdens de geldigheidsduur en haar motivering zijn door de referente organisatie ter goedkeuring voorgelegd aan de directeur van de directie die binnen de administratie bevoegd is voor de niet-gouvernementele samenwerking.

Art. 15. § 1. De federaties stellen gezamenlijk de lijst van referente organisaties en de bestuursmodaliteiten van het GSK vast, in het bijzonder de manier waarop het interne overleg wordt georganiseerd, de wijze waarop besluiten worden genomen en geschillen worden opgelost, de regels voor informatiedoorstroming en de wijze waarop de lokale partners worden betrokken.

§ 2. De referente organisatie animeert het permanente leer- en overlegproces tussen de bij een GSK betrokken erkende organisaties.

§ 3. De administratie organiseert een jaarlijkse strategische dialoog met de bij een GSK betrokken erkende organisaties, minimaal over de volgende punten :

1° de opvolging van de nagestreefde strategische doelen en van de impact;

2° de lessen die uit de uitvoering van de programma's zijn getrokken en hun gevolgen voor het GSK;

3° de opvolging van de concretisering van de complementariteit en de synergieën en de daarmee verbonden leerprocessen;

4° de opvolging van de integratie van transversale thema's als bedoeld in artikel 11, § 2 van de wet;

5° de analyse van de opportuniteit om de inhoud van het GSK aan te passen en, indien van toepassing, de formulering van aanbevelingen aan de minister betreffende de aanpassing van de programma's;

6° de opvolging van de aandachtspunten die tijdens de beoordeling van het GSK geïdentificeerd zijn.

De bij het GSK betrokken erkende organisaties worden uitgenodigd ten minste drie maanden voor de dialoog plaatsvindt.

Om deze dialoog te voeden wisselen de administratie en de referente organisatie, binnen een termijn van een maand na de uitnodiging, de specifieke aandachtspunten uit die ze wensen te bespreken.

De referente organisatie legt ten minste twee weken voor de dialoog plaatsvindt, een document voor, dat alle voor dit doel nuttige informatie samenvat.

De organisatie waarbij een GSK een deel van het programma betreft, moet deelnemen aan de strategische dialoog die verband houdt met dit GSK. Behoudens overmacht past dit deel van het programma van een organisatie die niet deelneemt aan twee opeenvolgende strategische dialogen, niet meer in het kader van het GSK als bedoeld in artikel 27, § 2, derde lid, 2° van de wet en draagt zijn budget niet meer bij aan de in artikel 27, § 2, derde lid, 8° van de wet bedoelde concentratie.

Art. 16. De als federatie erkende organisaties voorzien in de subsidieaanvraag beoogd in artikel 24 de dekking van de aan de GSK's verbonden kosten, die worden gemaakt door de referente organisaties.

De personeelskosten en werkingskosten bestemd voor de activiteiten en de coördinatie van een GSK door een referente organisatie, kennen een globaal plafond van 0,2 voltijdse equivalent per goedgekeurde GSK, overeenkomstig de berekeningswijze voorzien in artikel 28 § 3 en 39.

De federaties stellen de verdeling van dit personeel tussen de referente organisaties voor in de subsidieaanvraag.

De uitgaven in verband met de formulering, de opvolging en de evaluatie van het GSK, of met het collectieve leerproces, zijn onderdeel van een speciaal gemotiveerd budget.

4° la qualité du processus de participation des partenaires locaux et de tout autre acteur pertinent à l'élaboration du CSC;

5° la qualité des modalités collectives d'apprentissage.

§ 3. Le ministre décide de l'approbation du CSC sur base de l'avis de l'administration qui porte sur :

1° La conformité du CSC aux articles 12 et 13;

2° les éléments qui ont fait l'objet du dialogue stratégique visé au § 2.

§ 4. Le ministre communique sa décision à l'organisation référente et aux fédérations au plus tard trois mois après le dépôt du CSC.

Les fédérations informent de cette décision les OSC et AI participants au CSC.

§ 5. L'éventuel ajustement du CSC en cours de validité et sa motivation sont soumis par l'organisation référente à l'approbation du directeur de la direction compétente au sein de l'administration pour la coopération non gouvernementale.

Art. 15. § 1er. Les fédérations fixent conjointement la liste des organisations référentes et les modalités de gouvernance du CSC; en particulier la façon dont la concertation interne est organisée, les modalités de prise de décision et de résolution des désaccords, les règles de circulation de l'information et les modalités d'implication des partenaires locaux.

§ 2. L'organisation référente anime le processus permanent d'apprentissage et de concertation entre les organisations accréditées concernées par un CSC.

§ 3. L'administration organise un dialogue stratégique annuel avec les organisations accréditées concernées par un CSC portant au minimum sur les points suivants :

1° le suivi des cibles stratégiques poursuivies et de l'impact;

2° les leçons tirées de la mise en œuvre des programmes et leurs conséquences pour le CSC;

3° le suivi de la concrétisation des complémentarité et synergies et les apprentissages y liés;

4° le suivi de l'intégration des thèmes transversaux visés à l'article 11, § 2 de la loi;

5° l'analyse de l'opportunité d'ajuster le contenu du CSC et, le cas échéant, la formulation de recommandations à l'administration concernant l'ajustement des programmes;

6° le suivi des points d'attentions relevés lors de l'appréciation du CSC.

Les organisations accréditées concernées par le CSC sont invitées au moins trois mois avant la tenue du dialogue.

Pour alimenter ce dialogue, l'administration et l'organisation référente échangent, dans un délai d'un mois après l'invitation, les points d'attention spécifiques qu'elles souhaitent aborder.

L'organisation référente transmet au moins deux semaines avant sa tenue un document synthétisant toutes les informations utiles à cette fin.

L'organisation dont une partie du programme est couverte par un CSC doit participer au dialogue stratégique lié à ce CSC. Sauf cas de force majeure, cette partie du programme de l'organisation qui ne participe pas à deux dialogues stratégiques consécutifs ne s'inscrit plus dans le CSC tel que visé à l'article 27, § 2, alinéa 3, 2° de la loi et son budget ne contribue plus à la concentration visée à l'article 27, § 2, alinéa 3, 8° de la loi.

Art. 16. Les organisations accréditées en tant que fédération prévoient dans la demande de subvention visée à l'article 24 la couverture des coûts d'un CSC qui sont exposés par une organisation référente.

Les coûts de personnel et de son fonctionnement, dédiés à l'animation et à la coordination des CSC par les organisations référentes, sont plafonnés globalement à 0,2 équivalent temps plein par CSC approuvé, conformément au mode de calcul prévu aux articles 28, § 3 et 39.

Les fédérations présentent la répartition de ces ressources humaines entre organisations référentes dans la demande de subvention.

Les dépenses liées à la formulation, au suivi, à l'évaluation du CSC ou à l'apprentissage collectif font l'objet d'un budget spécifique motivé.

Art. 17. Het minimale aandeel, bedoeld in artikel 27, § 1, vierde lid van de wet, van de basisallocaties van de algemene uitgavenbegroting bestemd voor de financiering van deze programma's, dat tot de strategische keuzes van de goedgekeurde GSK's bijdraagt, wordt vastgelegd op 90 %.

HOOFDSTUK 4. — *Subsidiëringsmodaliteiten en -procedure*

Afdeling 1. — Programma

Art. 18. § 1 Een programma kent, op het ogenblik van de aanvraag, een gemiddeld jaarlijks budget van ten minste 2.000.000 euro.

Een programma dat alleen ontwikkelingseducatie betreft kent, op het ogenblik van de aanvraag, een gemiddeld jaarlijks budget van ten minste 750.000 euro.

§ 2. Een programma concentreert zijn budget voor de operationele kosten ter hoogte van ten minste 75% op de realisatie van een of meer GSK's.

§ 3. Een programma duurt niet langer dan 5 jaar, en evenmin langer dan de geldigheidstermijn van het GSK of de GSK's waarop het zich concentreert.

§ 4. Een programma is relevant, doeltreffend, doelmatig, duurzaam, en produceert impact, zoals gedefinieerd door het Comité voor Ontwikkelingssamenwerking van de Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling.

§ 5. Het programma moet een resultaatgerichte benadering hebben, aangetoond door :

1° een veranderingstheorie;

2° een beschrijving van de outcomes op niveau van de directe, intermediaire of eindbegunstigden;

3° de kwalitatieve en kwantitatieve indicatoren met hun basiswaarden en hun doelwaarden op drie jaar en vijf jaar voor deze outcomes;

4° indicatoren die specifiek, meetbaar, realiseerbaar en relevant zijn;

5° een risico-analyse.

Art. 19. De activiteiten van opleiding, van toekenning van beurzen en van wetenschappelijk onderzoek bedoeld om het ontwikkelingssamenwerkingsbeleid te ondersteunen zoals voorzien in artikel 27, § 3, van de wet, maken integraal deel uit van de programma's van de erkende institutionele actoren.

De betrokkene institutionele actoren harmoniseren hun beurzen beleid in een gezamenlijke strategie die, per type beurs, ten minste de volgende elementen bepaalt :

1° de duur van de beurs;

2° het bedrag van de beurs en zijn berekeningsmethode;

3° de bijkomende kosten die in aanmerking komen voor terugbetaling.

Art. 20. § 1 De erkende organisatie dient haar aanvraag tot subsidiëring van een programma in ofwel bij de administratie, ofwel bij de federatie van wiens gegroepeerde aanvraag ze deel wenst uit te maken.

Deze aanvraag tot subsidiëring is gestaafd met een volledig dossier dat bestaat uit de voorstelling van het programma en de voorstelling van het eraan verbonden budget, en dat aantoont dat het beantwoordt aan de voorwaarden vastgelegd in artikel 27, § 2, derde lid van de wet en aan artikel 18.

Op basis van het 'Only once'-beginsel dient de informatie die tijdens de 18 maanden voorafgaand aan de aanvraag reeds aan de administratie werd overgemaakt, niet opnieuw te worden overgemaakt. In dat geval bevat de aanvraag een expliciete verwijzing naar de plaats waar deze informatie zich bevindt (titel van het document, transmissiedatum, paginanummer).

Het deel van een programma dat bijdraagt tot een goedgekeurd GSK, erft de eigenschappen en kwaliteiten van dit GSK en moet dus geen gedetailleerde verantwoording voorleggen van de elementen beoogd in artikel 18, § 4.

Het deel van een programma dat in synergie met andere programma's uitgevoerd wordt, is hetzelfde voor alle betrokken programma's, met uitzondering van het bijhorende budget dat specifiek is voor elk programma.

Art. 17. La part minimale, visée à l'article 27, § 1er, alinéa 4 de la loi, des allocations de base du budget général des dépenses destinées au financement des programmes qui contribue aux choix stratégiques des cadres stratégiques communs approuvés est fixée à 90%.

CHAPITRE 4. — *Modalités et procédures de subvention*

Section 1re. — Programme

Art. 18. § 1er. Un programme présente, au moment de la demande, un budget annuel moyen d'au moins 2.000.000 euros.

Le programme qui ne concerne que l'éducation au développement présente, au moment de la demande, un budget annuel moyen d'au moins 750.000 euros.

§ 2. Un programme concentre son budget des coûts opérationnels à hauteur d'au moins 75 % dans la réalisation d'un ou plusieurs CSC.

§ 3. Un programme ne dépasse ni une durée de 5 ans, ni le terme de la validité du ou des CSC dans lesquels il se concentre.

§ 4. Un programme est pertinent, efficace, efficient, durable et produit un impact, tels que définis par le Comité d'Aide au Développement de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques.

§ 5. Le programme respecte une approche orientée vers les résultats, attestée par :

1° une théorie de changement;

2° une description des outcomes au niveau des bénéficiaires directs, intermédiaires ou finaux;

3° les indicateurs qualitatifs et quantitatifs avec leurs valeurs de base et leurs valeurs cibles à trois ans et à cinq ans pour ces outcomes;

4° des indicateurs spécifiques, mesurables, réalisables et pertinents;

5° une analyse des risques.

Art. 19. Les activités de formation, d'octroi de bourses et de recherche scientifique destinées à appuyer la politique de coopération au développement prévues par l'article 27, § 3 de la loi, font partie intégrante des programmes des acteurs institutionnels accrédités.

Les acteurs institutionnels concernés harmonisent leurs politiques de bourses dans une stratégie commune qui précise, par type de bourse, au moins les éléments suivants :

1° la durée de la bourse;

2° le montant de la bourse et son mode de calcul;

3° les coûts additionnels éligibles au remboursement.

Art. 20. § 1er. L'organisation accréditée introduit sa demande de subvention de programme soit auprès de l'administration, soit auprès de la fédération dont elle souhaite intégrer la demande groupée.

Cette demande de subvention est appuyée par un dossier complet comprenant la présentation du programme et du budget y relatif, démontrant qu'il répond aux conditions fixées à l'article 27, § 2, alinéa 3 de la loi et à l'article 18.

En vertu du principe de 'Only once', l'information déjà transmise par ailleurs à l'administration dans les 18 mois précédent la demande ne doit plus être transmise. Dans ce cas, il est fait référence explicite dans la demande à l'endroit précis où l'information se trouve (titre du document, date de transmission, page).

La partie du programme qui contribue à un CSC approuvé hérite des caractéristiques et qualités de ce CSC et ne doit pas faire l'objet d'une justification détaillée des éléments visés à l'article 18, § 4.

La partie d'un programme qui est réalisée en synergie avec d'autres programmes est identique à tous ces programmes, à l'exception du budget y relatif qui est spécifique à chaque programme.

§ 2. De aanvraag bevat een gemotiveerd budget dat aan de volgende eisen voldoet :

1° de operationele kosten worden per outcome gedetailleerd, met vermelding, indien van toepassing, van de volgende posten :

a. de bedragen die ter beschikking worden gesteld aan partners op basis van een partnerschapsovereenkomst of memorandum of understanding;

b. de bedragen die ter beschikking worden gesteld aan derde organisaties op basis van een samenwerkingsovereenkomst;

c. de bedragen die een plaatselijk coördinatiekantoor van de aanvragende organisatie uitgeeft;

d. de bedragen die het hoofdkantoor van de aanvragende organisatie uitgeeft.

2° elke budgetpost van de operationele kosten vermeldt de algemene budgetrubrieken;

3° de beheerskosten worden voor het gehele programma samengenomen en vermelden de algemene budgetrubrieken;

4° de administratiekosten worden voor het gehele programma samengenomen en vermelden de algemene budgetrubrieken;

5° het budget voor de structuurkosten is forfaitair vastgelegd op 7% van de directe kosten.

Wanneer een gezamenlijk programma door meerdere erkende organisaties wordt ingediend, laat zijn budget toe om duidelijk het deel te bepalen dat aan elke aanvrager toekomt.

§ 3. De aanvraag rechtvaardigt de voorgestelde directe kosten en de administratiekosten.

§ 4. Voor de programma's waarvan de activiteiten in ontwikkelingslanden plaatsvinden, bevat de aanvraag eveneens de partnerschapsstrategie, de rol van de partners in de uitvoering van het programma en de lijst van de partners per land die gekend zijn op het ogenblik van de aanvraag.

§ 5. De aanvraag bevat ook de lijst van de organisaties, erkend of niet erkend, bekend op het moment van de aanvraag, die geen lokale partners zijn maar die geassocieerd zijn tot de realisatie van het programma, samen met de beschrijving van hun rol in de uitvoering van het programma.

Art. 21. De federatie die een gegroepeerde aanvraag indient, voert een objectieve analyse uit waarin wordt vastgesteld in hoeverre de individuele programma's die daar deel van uitmaken voldoen aan de criteria beoogd in artikel 27, § 2, derde lid van de wet, en aan de bepalingen van artikels 18 en 20.

Deze analyse omvat :

1° een beschrijving van de werkwijzen en de procedure van de analyse;

2° een synthese van de resultaten van de analyse, per individueel programma;

3° een volledige analyse voor elk individueel programma.

Art. 22. § 1. De subsidieaanvraag van een programma wordt uiterlijk op 1 augustus van het jaar voorafgaand aan het aanvangsjaar van het programma, via aangetekende brief ingediend bij de administratie.

De gegroepeerde subsidieaanvraag wordt uiterlijk op 1 november van het jaar voorafgaand aan het aanvangsjaar van het programma, via aangetekende brief ingediend bij de administratie.

§ 2. De administratie deelt haar voorlopige advies uiterlijk op 15 december van het jaar voorafgaand aan het aanvangsjaar van het programma met de aanvragende organisatie of organisaties.

Deze dienen hun opmerkingen in aan de administratie uiterlijk op 31 december van hetzelfde jaar.

De definitieve advies integreert deze opmerkingen of duidt deze aan als punten van onenigheid.

§ 3. De minister neemt zijn beslissing ten laatste op 15 februari van het aanvangsjaar van het programma op basis van een advies van de administratie dat hem tegen 31 januari volgend op de ontvangst van de vraag tot subsidiëring wordt overgemaakt.

Art. 23. § 1. Wanneer een goedgekeurd programma verscheidene erkende organisaties verenigt conform artikel 27, § 2, 1e lid van de wet voorziet het subsidiebesluit een subsidie voor elk van deze organisaties, op basis van de in het programma gepresenteerde verdeling van de budgetten. Elke organisatie is verantwoordelijk voor de financiële verantwoording van haar subsidie.

§ 2. La demande inclut un budget motivé qui satisfait aux exigences suivantes :

1° les coûts opérationnels sont détaillés par outcome en précisant, le cas échéant, les lignes budgétaires suivantes :

a. les montants qui sont mis à disposition de partenaires sur base d'une convention de partenariat ou d'un memorandum of understanding;

b. les montants qui sont mis à disposition d'une organisation tierce sur base d'une convention de collaboration;

c. les montants engagés par un bureau local de coordination de l'organisation demandeuse;

d. les montants engagés au niveau du siège de l'organisation demandeuse.

2° chaque ligne budgétaire des coûts opérationnels détaille les rubriques budgétaires générales;

3° les coûts de gestion sont globalisés au niveau du programme et détaillent les rubriques budgétaires générales;

4° les coûts d'administration sont globalisés au niveau du programme et détaillent les rubriques budgétaires générales;

5° le budget des coûts de structure est fixé forfaitairement à 7% des coûts directs.

Lorsqu'un programme commun à plusieurs organisations accréditées est introduit, son budget permet d'identifier clairement la part qui relève de chaque demandeur.

§ 3. La demande motive les coûts directs proposés et les coûts d'administration.

§ 4. Pour les programmes dont les activités se déroulent dans les pays en développement, la demande comprend également la stratégie de partenariat, le rôle des partenaires dans l'exécution du programme et la liste des partenaires locaux connus au moment de la demande, par pays.

§ 5. La demande comprend également la liste des organisations accréditées ou non, connues au moment de la demande, qui ne sont pas des partenaires locaux mais qui sont associées à la réalisation du programme ainsi que leur rôle dans la mise en œuvre du programme.

Art. 21. La fédération qui introduit une demande groupée réalise une analyse objective du respect par les programmes individuels qui le composent des critères visés à l'article 27, § 2, alinéa 3 de la loi et des dispositions des articles 18 et 20.

Cette analyse comprend :

1° une description des modalités et de la procédure d'analyse;

2° une synthèse des résultats de l'analyse, par programme individuel;

3° un analyse complète pour chaque programme individuel.

Art. 22. § 1er. La demande de subvention d'un programme est introduite par lettre recommandée auprès de l'administration au plus tard le 1er août de l'année qui précède l'année du début du programme.

La demande groupée de subvention est introduite par lettre recommandée auprès de l'administration au plus tard le 1er novembre de l'année qui précède l'année du début du programme.

§ 2. L'administration communique son avis provisoire sur le programme au plus tard le 15 décembre de l'année qui précède l'année du début du programme à l'organisation ou aux organisations demandeuses.

Ces dernières remettent à l'administration leurs remarques avant le 31 décembre de la même année au plus tard.

L'avis définitif intègre ces remarques ou les reprend comme points de désaccord.

§ 3. Le ministre prend sa décision au plus tard le 15 février de l'année du début du programme sur base de l'avis de l'administration qui lui est transmis pour le 31 janvier suivant la réception de la demande de subvention.

Art. 23. § 1er. Lorsque un programme approuvé associe plusieurs organisations accréditées conformément à l'article 27, § 2, alinéa 1er de la loi, l'arrêté de subvention prévoit une subvention pour chaque organisation associée, sur base de la répartition budgétaire présentée dans le programme. Chaque organisation est responsable de la justification financière de sa subvention.

§ 2. Als het goedgekeurde programma niet-erkende organisaties betrekt, kunnen slechts erkende organisaties subsidie ontvangen. Enkel de erkende organisatie die de subsidie heeft ontvangen is verantwoordelijk voor haar verantwoording.

§ 3. Elk goedgekeurd programma van een gegroepeerde aanvraag is voorwerp van een subsidiebesluit.

Afdeling 2. — Taken van de koepels en federaties

Art. 24. De taken van de federaties beoogd in artikel 27, § 4, eerste lid van de wet die in aanmerking komen voor een subsidie, zijn :

1° de capaciteiten van de erkende organisaties versterken op het strategische, methodologische en operationele vlak om beter te beantwoorden aan de uitdagingen van de ontwikkelingssamenwerking;

2° de creatie, het beheer en de circulatie van kennis bevorderen, via de uitwisseling en de benutting van ervaring en de evaluatie en via de animatie van thematische werkgroepen;

3° de coördinatie, communicatie en creatie van complementariteit en synergieën tussen erkende organisaties en met de andere actoren van de ontwikkelingssamenwerking bevorderen;

° de algemene coördinatie van de GSK's verzekeren, alsook de financiering van hun formulering, van hun animatie en hun opvolging door de referente organisaties;

5° de schakel en de circulatie van de informatie verzekeren tussen de administratie en de erkende organisaties en deze in de overlegorganen vertegenwoordigen;

6° de coördinatie en de analyse van de gegroepeerde aanvraag verzekeren.

Art. 25. De taken van de koepels beoogd in artikel 27, § 4, eerste lid van de wet die in aanmerking komen voor een subsidie, zijn :

1° de capaciteiten van de erkende organisaties versterken op het strategische, methodologische en operationele vlak om beter te beantwoorden aan de uitdagingen van de ontwikkelingssamenwerking;

2° de creatie, het beheer en de circulatie van kennis bevorderen, via de uitwisseling en de benutting van ervaring en de evaluatie en via de animatie van thematische werkgroepen;

3° de coördinatie, communicatie en creatie van complementariteit en synergieën tussen erkende organisaties en met de andere actoren van de ontwikkelingssamenwerking bevorderen;

4° de platformen installeren, coördineren en animeren die waken over en als expertisepool optreden en die voorzien zijn door artikel 2, § 2, 3° van het koninklijk besluit van 2 april 2014 betreffende de oprichting van een Adviesraad inzake beleidscoherentie ten gunste van ontwikkeling en door artikel 2, § 2, 2° van het koninklijk besluit van 2 april 2014 tot oprichting van de Adviesraad Gender en Ontwikkeling.

Art. 26. § 1. De federaties leggen in een gemeenschappelijk technisch en financieel dossier hun subsidieaanvraag voor met betrekking tot de activiteiten die ze de vijf volgende jaren zullen ondernemen om de taken te vervullen die hen toekomen, evenals de daarbij horende budgetten en de samenwerkingsovereenkomsten met de derde organisaties waardoor tot deze taken wordt bijgedragen.

De koepels leggen in een gemeenschappelijk technisch en financieel dossier hun subsidieaanvraag voor met betrekking tot de activiteiten die ze de vijf volgende jaren zullen ondernemen de taken te vervullen die hen toekomen, evenals de daarbij horende budgeten en de samenwerkingsovereenkomsten met de derde organisaties waardoor tot deze taken wordt bijgedragen.

De koepels en federaties mogen een nieuwe subsidieaanvraag indienen vanaf het derde jaar van het lopende technische en financiële dossier. Dit nieuwe vijfjarig dossier past de overblijvende activiteiten van het lopend dossier aan.

§ 2. De subsidieaanvraag van een federatie of koepel wordt uiterlijk op 1 oktober van het jaar voorafgaand aan het aanvangsjaar van de activiteiten, via aangetekende brief ingediend bij de administratie.

De aanvraag volgt het proces van advies en goedkeuring beschreven in artikel 22 §§ 2 en 3.

Het subsidie besluit voor het technisch en financieel dossier voorziet een subsidie voor elke deelnemende koepel of federatie, op basis van de in het dossier voorgestelde budgettaire verdeling.

§ 2. Lorsque le programme approuvé implique des organisations non accréditées, seules les organisations accréditées associées peuvent bénéficier d'une subvention. Seule l'organisation accréditée qui a reçu le subside est responsable de sa justification.

§ 3. Chaque programme approuvé d'une demande groupée fait l'objet d'un arrêté de subvention.

Section 2. — Tâches des coupoles et fédérations

Art. 24. Les tâches des fédérations visées à l'article 27, § 4, alinéa 1er de la loi qui peuvent faire l'objet d'une subvention sont :

1° renforcer les capacités des organisations accréditées sur le plan stratégique, méthodologique et opérationnel pour mieux rencontrer les enjeux de la coopération au développement ;

2° promouvoir la création, la gestion et la circulation des connaissances à travers l'échange d'expériences, la capitalisation et l'évaluation et à travers l'animation de groupes de travail thématiques;

3° promouvoir la coordination, la communication et la création de complémentarités et de synergies entre les organisations accréditées et les autres acteurs du développement ;

4° assurer la coordination générale des CSC et le financement de leur formulation, de leur animation et de leur suivi par les organisations référentes;

5° assurer l'interface et la circulation de l'information entre l'administration et les organisations accréditées et représenter ces dernières dans les organes de concertation;

6° assurer la coordination et l'analyse de la demande groupée.

Art. 25. Les tâches des coupoles visées à l'article 27, § 4, alinéa 1er de la loi qui peuvent faire l'objet d'une subvention sont :

1° renforcer les capacités des organisations accréditées sur le plan stratégique, méthodologique et opérationnel pour mieux rencontrer les enjeux de la coopération au développement ;

2° promouvoir la création, la gestion et la circulation des connaissances à travers l'échange d'expériences, la capitalisation et l'évaluation et à travers l'animation de groupes de travail thématiques;

3° promouvoir la coordination, la communication et la création de complémentarités et de synergies entre les organisations accréditées et les autres acteurs du développement ;

4° mettre en place, coordonner et animer les plates-formes ayant un rôle de veille et de pôle d'expertise sur des thématiques appropriées et qui sont prévues par l'article 2, § 2, 3° de l'arrêté royal du 2 avril 2014 portant création d'un Conseil consultatif sur la cohérence des politiques en faveur du développement et par l'article 2, § 2, 2° de l'arrêté royal du 2 avril 2014 portant création du Conseil consultatif Genre et Développement.

Art. 26. § 1er. Les fédérations présentent dans un dossier technique et financier commun leur demande de subvention pour les activités qu'elles vont mener les cinq années suivantes afin de remplir les tâches qui leur reviennent, les budgets y relatifs et les conventions de collaboration avec les organisations tierces qui contribuent à ces tâches.

Les coupoles présentent dans un dossier technique et financier commun leur demande de subvention pour les activités qu'elles vont mener les cinq années suivantes afin de remplir les tâches qui leur reviennent, les budgets y relatifs et les conventions de collaboration avec les organisations tierces qui contribuent à ces tâches.

Les coupoles et fédérations peuvent introduire une nouvelle demande de subvention dès la troisième année du dossier technique et financier en cours. Ce nouveau dossier de cinq années adapte les activités restantes du dossier en cours.

§ 2. La demande de subvention d'une coupole ou fédération est introduite par lettre recommandée auprès de l'administration au plus tard le 1er octobre de l'année qui précède l'année du début des activités.

La demande suit le processus d'avis et d'approbation décrit à l'article 22, §§ 2 et 3.

L'arrêté de subvention du dossier technique et financier prévoit une subvention pour chaque fédération ou coupole associée, sur base de la répartition budgétaire présentée dans le dossier.

HOOFDSTUK 5. — *Financieringsmodaliteiten*

Afdeling 1. — Middelen

Onderafdeling 1. — Bedrag van de subsidie

Art. 27. Het bedrag van de subsidie wordt vastgesteld met inachtneming van het non-profitkarakter, en mag niet leiden tot opbrengsten die de kosten van de interventie overstijgen.

Art. 28. § 1. Voor het programma van een erkende organisatie van de civiele maatschappij, bedraagt de subsidie maximaal 80 % van de reële kost van het programma en wordt verhoogd met de structuurkosten of de administratiekosten. De eigen inbreng bedraagt ten minst 20 % van de reële kost van het programma.

§ 2. Voor het programma van een erkende institutionele actor, dekt de subsidie maximaal de directe kosten van het programma, en de structuurkosten of de administratie kosten. Het bedrag van een eventuele eigen inbreng wordt door de aanvrager bepaald.

§ 3. De subsidiëring van taken van de federaties en koepels bestaat uit twee delen :

1° een forfaitair bedrag dat hun personeelskosten, beheerskosten, structuurkosten of administratiekosten dekt;

2° de operationele kosten die additioneel zijn aan 1° en die in het technische en financiële dossier beoogd in artikel 26, § 1, voorzien zijn, met uitzondering van personeelskosten.

Het in het eerste lid, 1° bedoelde bedrag is berekend op basis van een per voltijdsequivalent forfaitair bedrag met een plafond van gemiddeld gedurende de subsidie 16 voltijdse equivalenten per jaar voor het geheel van de federaties en 4 voltijdse equivalenten per jaar voor het geheel van de koepels.

Er is geen eigen inbreng vereist.

Art. 29. § 1. Wanneer de subsidie administratiekosten omvat, omvat zij geen structuurkosten.

§ 2. De subsidie voor structuurkosten wordt forfaitair vastgelegd op 7% van het budget van de directe kosten. De subsidie voor structuurkosten wordt niet aangepast aan de gerealiseerde directe kosten, op voorwaarde dat het budget van het programma voor ten minste 75% wordt besteed. In het tegenovergestelde geval worden de structuurkosten pro rata aangepast aan de effectieve besteding van het budget van het programma.

§ 3. De administratiekosten worden gesubsidieerd op basis van een budget. De administratiekosten moeten worden gemotiveerd.

§ 4 . De subsidiering van de beheerskosten is beperkt tot een maximum van 10% van de totale directe kosten. De beheerskosten zijn niet forfaitair en dienen gemotiveerd te worden.

Wanneer een programma door verscheidene aanvragers wordt ingediend, wordt dit maximum verhoogd met de kosten voor coördinatie van het programma, met een percentage dat niet hoger is dande kleinste van de volgende twee : de uitkomst van de formule voor het percentage van de coördinatiekosten (PCK), en 4,5%.

PCK = 3*√AO-3

Waarin AO staat voor het aantal erkende organisaties die een aanvraag voor een programma hebben ingediend.

Een bedrag van ten minste 1% van de directe, maar niet in de berekening van het normale plafond van de beheerskosten begrepen, kosten is bestemd voor de kosten van de evaluatie en audit van de interventie.

Onderafdeling 2. — Eigen inbreng en bijkomende opbrengsten

Art. 30. § 1. De eigen inbreng wordt samengesteld uit bronnen die exclusief afkomstig zijn uit lidstaten van de OESO of uit multilaterale organisaties, met uitsluiting van de subsidies toegekend door de Belgische Staat ten laste van het budget ontwikkelingssamenwerking.

§ 2 De eigen inbreng die overeenkomt met het deel van het programma dat niet bijdraagt tot de realisatie van een GSK bestaat voor 100% uit fondsen afkomstig van natuurlijke personen of rechtspersonen van privaatrecht.

§ 3. Maximum 25 % van de eigen inbreng kan overeenkomen met valorisatie.

Valorisatie is de uitdrukking in geld van de waarde van de middelen die ter beschikking worden gesteld van het programma.

De eigen inbreng beoogd in § 2 mag nooit een valorisatie bevatten.

§ 4. De te valoriseren middelen worden vastgelegd als een directe kost.

CHAPITRE 5. — *Modalités de financement*

Section 1re. — Moyens

Sous-section 1re. — Montant de la subvention

Art. 27. Le montant de la subvention est établi dans le respect du non-profit et ne peut pas procurer un excédent de recettes par rapport aux coûts de l'intervention.

Art. 28. § 1er. Pour le programme d'une organisation de la société civile accréditée, la subvention s'élève au maximum à 80 % des coûts directs du programme et est augmentée des coûts de structure ou des coûts d'administration. L'apport propre s'élève au moins à 20 % des coûts directs du programme.

§ 2. Pour le programme d'un acteur institutionnel accrédité, la subvention couvre au maximum les coûts directs du programme, et les coûts de structure ou les coûts d'administration. Le montant d'un éventuel apport propre est déterminé par le demandeur.

§ 3. La subvention des tâches des fédérations et des coupoles est composée de deux parties :

1° un montant forfaitaire couvrant leurs coûts de personnel, de gestion, de structure ou d'administration;

2° les coûts opérationnels additionnels à 1° prévus dans le dossier technique et financier visé à l'article 26, § 1er, à l'exclusion de coûts de personnel.

Le montant visé à l'alinéa 1er, 1° est calculé sur base d'un forfait par équivalent temps plein plafonné en moyenne sur la durée de la subvention à 16 équivalents temps plein par an pour l'ensemble des fédérations et à 4 équivalents temps plein par an pour l'ensemble des coupoles.

Aucun apport propre n'est exigé.

Art. 29. § 1er. Lorsque la subvention comprend des coûts d'administration, elle ne comprend pas de coûts de structure.

§ 2. La subvention des coûts de structure est fixée forfaitairement à 7% du budget des coûts directs. La subvention des coûts de structure n'est pas adaptée aux coûts directs réalisés, à condition que le budget du programme soit exécuté pour au moins 75%. Dans le cas contraire, les coûts de structure sont adaptés au pro rata de l'exécution effective du budget du programme.

§ 3. Les coûts d'administration sont subventionnés sur base d'un budget. Les coûts d'administration doivent être motivés.

§ 4. La subvention des coûts de gestion est plafonnée au maximum à 10% du total des coûts directs. Les coûts de gestion ne sont pas forfaitaires et doivent être motivés.

Lorsqu'un programme est introduit par plusieurs demandeurs, ce plafond est augmenté des coûts de coordination du programme, pour un pourcentage ne dépassant ni le résultat de la formule du taux des coûts de coordination (TCC) ni 4,5%.

TCC= 3*√NO-3

Où NO représente le nombre d'organisations accréditées qui ont introduit la demande de programme.

Un montant d'au moins 1 % des coûts directs mais non compris dans le plafond normal des coûts de gestion est consacré aux coûts d'évaluation et d'audit de l'intervention.

Sous-section 2. — Apport propre et revenus complémentaires

Art. 30. § 1er. L'apport propre est constitué à partir de sources qui proviennent exclusivement des pays de l'OCDE ou des organisations multilatérales, à l'exclusion des subventions de l'Etat Belge imputées sur le budget de la coopération au développement.

§ 2. L'apport propre correspondant à la partie du programme qui ne contribue pas à la réalisation d'un CSC est constitué à 100 % de fonds provenant de personnes physiques ou de personnes morales de droit privé.

§ 3. L'apport propre peut comprendre au maximum 25 % de valorisation.

La valorisation est l'expression en argent de la valeur de moyens mis à disposition du programme.

En aucun cas, l'apport propre visé au § 2 ne peut faire l'objet d'une valorisation.

§ 4. Les moyens à valoriser sont engagés comme un coût direct.

Het middel dat de organisatie voor valorisatie indient moet in de subsidieaanvraag beschreven staan. De berekeningsmethode moet op een objectieve verantwoording gebaseerd zijn, op basis van de kost van de commerciële oplevering van gelijkaardige goederen of diensten.

Indien valorisatie wordt gevraagd voor de prestatie van vrijwilligerswerk, moeten de organisatie en de vrijwilliger zich schikken naar alle bepalingen van de wet van 3 juli 2005 betreffende de rechten van vrijwilligers en haar uitvoeringsbesluiten.

§ 5. Het bewijsstuk van de valorisatie evenals de motivatie van haar berekening moeten voorgelegd worden bij de afrekening van het programma.

Art. 31. § 1. De bijkomende opbrengsten van het programma worden aan een van de volgende behandelingen onderworpen :

1° hetzij worden ze direct afgetrokken van de gesubsidieerde directe kosten, naar rato van de subsidie;

2° hetzij worden ze in de boekhouding van de gesubsidieerde organisatie opgenomen naar rato van de subsidie, in een wijze dat traceerbaar is, gedurende een periode van het begin van het programma tot 5 jaar na het einde van het programma.

§ 2. De bijkomende opbrengsten kunnen tot 50 % van de eigen inbreng van het programma vormen als zij uitdrukkelijk zijn voorzien in het financieringsplan van het programma.

Afdeling 2. — Betaling van de subsidie

Art. 32. § 1. De subsidie wordt uitbetaald volgens de jaarlijkse schijven die in het subsidiebesluit zijn voorzien.

§ 2. De schijven worden vrijgegeven op de volgende cumulatieve voorwaarden :

1° vanaf 15 januari van het betreffende jaar, of meteen na ontvangst van het financieringsbesluit wordt bij de administratie een schuldvordering ingediend;

2° de organisatie heeft conform artikel 47 of 48 in het jaar voorafgaand aan de indiening van de schuldvordering haar financieel rapport voorgelegd (deze voorwaarde is niet van toepassing op de eerste en tweede schijf);

3° dit financieel rapport toont een niet besteed saldo van het programma dat lager is dan 25 % van de laatste verantwoorde schijf.

Voor de verantwoording van de eerste schijf wordt het hiervoor vermelde percentage gesteld op 50 %.

§ 3 Wanneer voorwaarde 3° van het eerste lid van paragraaf 2 niet wordt vervuld, kan de gesubsidieerde organisatie betaling van de schijf ontvangen op één van de volgende voorwaarden :

1° een uitgavenstaat voorleggen die aantoont dat het niet bestede saldo van het programma lager is dan 25 % van de laatste uitbetaalde schijf;

2° een schuldvordering indienen die is verlaagd met het deel van het saldo van het programma dat het in voorwaarde 3° van het eerste lid van paragraaf 2 te verantwoorden minimum overschrijdt. Deze verlaging van de schuldvordering is onherroepelijk en betekent een vrijwillige verlaging van het budget van het programma en het bedrag van de subsidie.

Het eenvoudigweg overdragen van bedragen aan lokale partners wordt voor de onder 1° van het eerste lid bedoelde uitgavenstaat niet als uitgave beschouwd.

§ 4. Als in het laatste jaar van het programma een schuldvordering conform de §§ 2 of 3 niet voor 1 juli wordt ingediend, wordt de schijf vrijgegeven na voorlegging van het financieel eindrapport van het programma, en ter hoogte van de in het eindrapport verantwoorde bedragen.

§ 5. De normale betalingstermijn van de conform de §§ 2 of 3 ingediende schuldvordering is twee maanden. Wanneer deze termijn voor het referentiejaar niet wordt nageleefd, wordt de in paragraaf 2, eerste lid, 3°, in paragraaf 2, lid 2 en in paragraaf 3, eerste lid, 1° beoogde limiet van het niet bestede saldo verhoogd met 8 % per begonnen maand van vertraging.

§ 6. Wanneer het programma voorwerp is van samenwerking tussen verschillende erkende organisaties, wordt het voldoen aan de voorwaarden voor het vrijgeven van de schijven van elke organisatie op het niveau van elke organisatie beoordeeld.

Le moyen que l'organisation introduit pour valorisation doit avoir été décrit dans la demande de subvention. Son mode de calcul doit reposer sur une justification objective basée sur le coût supporté en cas de fourniture commerciale de biens ou services équivalents.

Si une valorisation est demandée pour des prestations de volontariat, l'organisation et la personne volontaire doivent se conformer à toutes les dispositions de la loi du 3 juillet 2005 relative aux droits des volontaires et ses arrêtés d'exécution.

§ 5. La pièce justificative de la valorisation ainsi que la motivation de son calcul sont à fournir lors du décompte du programme.

Art. 31. § 1er. Les revenus complémentaires du programme font l'objet de l'un ou l'autre traitement suivant :

1° soit ils sont directement déduits des coûts directs subventionnés, au prorata de la subvention;

2° soit ils sont enregistrés dans la comptabilité de l'organisation subventionnée, au prorata de la subvention, de manière traçable et ce pendant une période allant du début du programme à 5 années après la fin du programme.

§ 2. Les revenus complémentaires peuvent constituer jusqu'à 50 % de l'apport propre du programme s'ils sont prévus explicitement dans le plan de financement du programme.

Section 2. — Paiement de la subvention

Art. 32. § 1er. La subvention est payée selon les tranches annuelles prévues dans l'arrêté de subvention.

§ 2. Les tranches sont libérées aux conditions cumulatives suivantes :

1° une déclaration de créance est présentée à l'administration dès le 15 janvier de l'année concernée ou dès la réception de l'arrêté de financement;

2° l'organisation a introduit son rapport financier conformément à l'article 47 ou 48 l'année précédant la présentation de la déclaration de créance (les première et deuxième tranches ne sont pas concernées par cette condition);

3° ce rapport financier présente un solde non dépensé du programme inférieur à 25 % de la dernière tranche justifiée.

Pour la justification de la première tranche, le pourcentage ci-dessus est fixé à 50 %.

§ 3 Lorsque la condition 3° de l'alinéa 1er du paragraphe 2 n'est pas remplie, l'organisation subventionnée peut obtenir le paiement de la tranche à l'une des conditions suivantes :

1° présenter un état de dépenses qui démontre que le solde non dépensé du programme est inférieur à 25 % de la dernière tranche versée;

2° présenter une déclaration de créance réduite de la partie du solde du programme qui dépasse le minimum à justifier prévu à la condition 3° de l'alinéa 1er du paragraphe 2. Cette réduction de créance est irrévocable et constitue une diminution volontaire du budget du programme et du montant de la subvention.

Les simples transferts de montants aux partenaires locaux ne sont pas considérés comme dépenses pour l'état de dépenses visé au 1° de l'alinéa 1er.

§ 4. En dernière année du programme, si une déclaration de créance conforme aux §§ 2 ou 3 n'est pas présentée avant le 1er juillet, la tranche est libérée sur présentation du rapport financier final du programme et à concurrence des montants justifiés dans le rapport final.

§ 5. Le délai de paiement normal d'une déclaration de créance conforme aux §§ 2 ou 3 est de deux mois. Lorsque ce délai n'est pas respecté pour la tranche de l'année de référence, la limite de solde non dépensé prévue aux paragraphe 2, alinéa 1er, 3°, paragraphe 2, alinéa 2, et paragraphe 3, alinéa 1er, 1° est augmentée de 8 % par mois entamé de délai supplémentaire.

§ 6. Lorsque le programme fait l'objet d'une collaboration entre plusieurs organisations accréditées, le respect des conditions de libération des tranches de chaque organisation est évalué au niveau de chaque organisation.

Afdeling 3. — Uitgaven

Onderafdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 33. § 1. De middelen worden aangewend conform de principes van goed financieel beheer, namelijk spaarzaamheid, doelmatigheid en doeltreffendheid.

Het principe van spaarzaamheid bepaalt dat de toegepaste middelen in passende hoeveelheden en kwaliteiten en tegen de beste prijs ter beschikking worden gesteld.

Het principe van doelmatigheid doelt op de beste verhouding tussen de aangewende middelen en de behaalde ontwikkelingsresultaten.

Het principe van doeltreffendheid doelt op het bereiken van vastgestelde outcomes, en het behalen van de verwachte ontwikkelingsresultaten.

Art. 34. § 1. De middelen worden besteed conform het goedgekeurde budget.

§ 2. Elk jaar, uiterlijk op 30 september kan een aangepast budget voor de resterende jaren aan de administratie worden voorgelegd. Daarover wordt een discussie gevoerd in het kader van de in artikel 11 voorziene dialoog.

§ 3. Goedkeuring van de aanpassingen door de administratie is slechts vereist als de voorgestelde wijzigingen de volgende limieten overschrijden :

1° toegestane afwijking voor het totaal van een begrotingspost binnen een outcome : vrij;

2° toegestane afwijking voor het totaal van een algemene budgetrubriek, binnen een outcome of de beheerskosten : de grootste afwijking tussen -30 % tot +30 % en € -10.000 tot + € 10.000;

2° toegestane afwijking voor het totaal van een outcome binnen een GSK : de grootste afwijking tussen -20 % tot +20 % en € -10.000 tot € +10.000;

3° toegestane afwijking voor het totaal van een GSK : de grootste afwijking tussen -10 % tot +10 % en € -10.000 tot € +10.000;

4° toegestane afwijking voor een niet door een GSK gedekt outcome : -100 % tot + 0 %.

Deze limieten worden berekend op basis van het initiële meerjarige budget. Hun nakoming wordt geverifieerd door de vergelijking van het initiële meerjarige budget met de totale aanpassingen voor een budgetpost.

§ 4. Elke budgetwijziging die deze limieten overschrijdt, of die leidt tot overschrijding daarvan, of die niet door § 3 voorzien is, moet worden goedgekeurd door de administratie conform artikel 16 van het koninklijk besluit van 5 maart 2015 houdende de organisatie van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking, die binnen een termijn van 60 dagen uitspraak doet voor een aangepast budget en binnen een termijn van 30 dagen voor een geïsoleerde aanpassingsaanvraag. Indien die termijn overschreden is, wordt de aanpassing beschouwd als aanvaard.

Onderafdeling 2. — Het gebruik van de subsidie

Art. 35. Een uitgave mag ten laste van de subsidie als directe kost gezet worden indien en slechts indien deze voldoet aan alle volgende cumulatieve voorwaarden :

1° zij wordt bevestigd door een bewijsstuk, en is identificeerbaar en controleerbaar;

2° zij is noodzakelijk om de outcomes van het programma te bereiken, en wordt aangegaan conform het goedgekeurde budget van het programma, tijdens de uitvoeringsperiode daarvan;

3° zij voldoet aan de bepalingen van de toepasselijke fiscale en sociale regelgeving en die van openbare aanbestedingen, en is conform de interne regels van de gesubsidieerde organisatie;

4° zij is geen voorwerp van andere financiering;

5° zij wordt aangegaan conform een partnerschapsovereenkomst, een memorandum of understanding of een samenwerkingsovereenkomst, wanneer zij niet wordt uitgevoerd door de organisatie waaraan de subsidie is verleend;

6° zij wordt niet vermeld op de lijst in bijlage 4, tenzij er wordt voldaan aan de drie volgende voorwaarden :

a) de uitgave of de aard van kosten is noodzakelijk voor het bereiken van de outcomes van het programma;

b) er wordt aangetoond dat elke frauduleuze intentie is uitgesloten;

Section 3. — Dépenses

Sous-section 1re. — Dispositions générales

Art. 33. § 1er. Les moyens sont utilisés conformément au principe de bonne gestion financière, à savoir conformément aux principes d'économie, d'efficience et d'efficacité.

Le principe d'économie prescrit que les moyens mis en œuvres sont rendus disponibles dans les quantités et qualités appropriées et au meilleur prix.

Le principe d'efficience vise le meilleur rapport entre les moyens mis en œuvre et les résultats de développement obtenus.

Le principe d'efficacité vise l'atteinte des outcomes fixés et l'obtention des résultats de développement escomptés.

Art. 34. § 1er. Les moyens sont dépensés conformément au budget approuvé.

§ 2. Chaque année, avant le 30 septembre, un budget ajusté pour les années restantes peut être présenté à l'administration. Il fait l'objet d'une discussion dans le cadre du dialogue prévu à l'article 11.

§ 3. L'approbation des ajustements par l'administration n'est exigée que lorsque les modifications proposées dépassent les limites suivantes :

1° variation admise pour le total d'un poste budgétaire à l'intérieur d'un outcome : libre;

2° variation admise pour le total d'une rubrique budgétaire générale, à l'intérieur d'un outcome ou des coûts de gestion : la plus grande variation entre -30 % à +30 % et -10.000€ à +10.000€;

2° variation admise pour le total d'un outcome à l'intérieur d'un CSC : la plus grande variation entre -20 % à +20 % et -10.000€ à +10.000€;

3° variation admise pour le total d'un CSC : la plus grande variation entre -10 % à +10 % et -10.000€ à +10.000€;

4° variation admise pour un outcome non couvert par un CSC : -100 % à + 0 %.

Ces limites sont calculées sur base du budget pluriannuel du programme. Leur respect est vérifié par comparaison du budget pluriannuel initial avec le total des modifications pour un poste budgétaire.

§ 4. Toute modification budgétaire qui dépasse ces limites, ou qui en provoque le dépassement, ou qui n'est pas prévue au § 3 doit être approuvée par l'administration, conformément à l'article 16 de l'arrêté royal du 5 mars 2015 portant organisation du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement, qui statue dans un délai de 60 jours de la demande pour un budget ajusté et de 30 jours pour une demande d'ajustement isolée. En l'absence de réponse dans ce délai, l'ajustement est réputé avoir été accepté.

Sous-section 2. — L'utilisation de la subvention

Art. 35. Une dépense peut être mise à charge de la subvention comme coût direct si et seulement si elle répond à l'ensemble des conditions cumulatives suivantes :

1° elle est documentée par une pièce justificative et elle est identifiable et vérifiable;

2° elle est nécessaire à l'atteinte des outcomes du programme et est engagée conformément au budget du programme approuvé, pendant la période d'exécution de celui-ci;

3° elle satisfait aux dispositions de la réglementation fiscale, sociale et de marchés publics applicable et respecte les dispositions internes de l'organisation subventionnée.

4° elle ne fait pas l'objet d'une autre financement;

5° elle est engagée conformément à une convention de partenariat, un memorandum of understanding ou une convention de collaboration lorsqu'elle n'est pas effectuée par l'organisation à qui la subvention a été octroyée;

6° elle n'est pas reprise dans la liste de l'annexe 4, sauf si les trois conditions suivantes sont remplies :

a) la dépense ou la nature de coûts est nécessaire à l'atteinte des outcomes du programme;

b) il est démontré que toute intention de fraude est exclue

c) de uitgave of de aard van kosten wordt expliciet toegelaten in het subsidiebesluit of kreeg voorafgaand de goedkeuring van de Directeur generaal van de Directie Generaal Ontwikkelingssamenwerking, waarvoor het gunstige advies van de Inspectie van Financiën werd verkregen.

Art. 36. De in artikel 35, eerste lid, 5° bedoelde overeenkomsten worden uiterlijk 30 dagen na inwerkingtreding aan de administratie bekend gemaakt.

Art. 37. Een uitgave mag ten laste van de subsidie als administratiekost gezet worden, indien en slechts indien deze voldoet aan alle volgende cumulatieve voorwaarden :

1° zij wordt bevestigd door een boekhoudkundig bewijsstuk, en is identificeerbaar en controleerbaar;

2° zij voldoet aan de bepalingen van de toepasselijke fiscale en sociale regelgeving en die van openbare aanbestedingen, en is conform de interne regels van de gesubsidieerde organisatie;

3° zij is geen voorwerp van andere financiering;

6° zij wordt niet vermeld op de lijst in bijlage 4, tenzij er wordt voldaan aan de drie volgende voorwaarden :

a) de uitgave of de aard van kosten is noodzakelijk voor het bereiken van de outcomes van het programma;

b) er wordt aangetoond dat elke frauduleuze intentie is uitgesloten;

c) de uitgave of de aard van kosten wordt expliciet toegelaten in het subsidiebesluit of kreeg voorafgaand de goedkeuring van de Directeur generaal van de Directie Generaal Ontwikkelingssamenwerking, waarvoor het gunstige advies van de Inspectie van Financiën werd verkregen.

Art. 38. Voor een bedrag van maximaal € 15.000 per jaar en per subsidie, kan de gesubsidieerde organisatie voor de verantwoording van directe kosten gebruik maken van de optie van vereenvoudigde kosten, op basis van de door de Minister bepaalde modaliteiten.

Art. 39. Elk jaar, de uitgaven ten laste van de in artikel 28, § 3, eerste lid, 1° bedoelde forfaitaire subsidie mogen niet hoger zijn dan tachtigduizend euro, vastgesteld op basis van de gezondheidsindex van de maand december 2006, per voltijdse equivalent. Dit bedrag wordt jaarlijks aangepast op basis van de gezondheidsindex van de maand juli.

De uitgaven ten laste van de in artikel 28, § 3, eerste lid, 2° bedoelde subsidie sluiten personeelskosten uit.

Onderafdeling 3. — Het gebruik van het eigen inbreng en van de bijkomende opbrengsten

Art. 40. De eigen inbreng wordt gebruikt voor directe kosten, conform het budget en conform de interne procedures van de gesubsidieerde organisatie. Het gebruik ervan is niet onderworpen aan de beperkingen van bijlage 4.

Art. 41. Voor het gebruik van bijkomende opbrengsten naar rato van de subsidie moet de gesubsidieerde organisatie een voorstel voorleggen aan de administratie. De administratie, conform artikel 16 van het koninklijk besluit van 5 maart 2015 houdende de organisatie van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking, neemt haar beslissing binnen een termijn van 60 dagen. Indien deze termijn overschreden is wordt de voorstelde besteding beschouwd als aanvaard.

HOOFDSTUK 6. — *Opvolging, rapportering, en verantwoording van de interventie*

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 42. De verantwoording en de controle van de subsidie voldoen aan de principes van integriteit, transparantie en leerproces, die essentieel zijn voor een op vertrouwen gebaseerde relatie tussen een administratie en erkende organisaties.

Het principe van integriteit impliceert dat de gesubsidieerde organisatie de noodzakelijke maatregelen neemt om redelijkerwijs zeker te zijn dat onregelmatigheden, fraude en praktijken van actieve of passieve corruptie zich niet voordoen, en om daar, als deze zich mochten voordoen, een einde aan te maken.

Het principe van transparantie impliceert dat de gesubsidieerde organisatie regelmatig en op heldere wijze aan de administratie een werkelijkheidsgetrouw beeld overbrengt, zowel op operationeel als op financieel vlak, en dat zij spontaan de aandacht vestigt op eventuele voorziene of onvoorziene afwijkingen.

c) la dépense ou la nature de dépense a fait l'objet d'un accord explicite dans l'arrêté de subvention ou a fait l'objet d'une décision préalable favorable du Directeur général de la Direction Générale de la Coopération au Développement, pour laquelle un avis favorable de l'Inspection des Finances a été obtenu.

Art. 36. Les conventions visées à l'article 35, alinéa 1er, 5° sont communiquées à l'administration au plus tard 30 jours après leur prise d'effet.

Art. 37. Une dépense peut être mise à charge de la subvention comme coût d'administration si et seulement si elle répond à l'ensemble des conditions cumulatives suivantes :

1° elle est attestée par une pièce comptable justificative et elle est identifiable et vérifiable;

2° elle satisfait aux dispositions de la réglementation fiscale, sociale et de marchés publics applicable et respecte les dispositions internes de l'organisation subventionnée.

3° elle ne fait pas l'objet d'une autre financement;

4° elle n'est pas reprise dans la liste de l'annexe 4, sauf si les trois conditions suivantes sont remplies :

a) la dépense ou la nature de coûts est nécessaire à l'atteinte des outcomes du programme;

b) il est démontré que toute intention de fraude est exclue

c) la dépense ou la nature de dépense a fait l'objet d'un accord explicite dans l'arrêté de subvention ou a fait l'objet d'une décision préalable favorable du Directeur général de la Direction Générale de la Coopération au Développement, pour laquelle un avis favorable de l'Inspection des Finances a été obtenu.

Art. 38. Pour un montant ne dépassant pas 15.000 euros par an et par subvention, l'organisation subventionnée peut utiliser l'option des coûts simplifiés pour la justification des coûts directs, sur base des modalités définies par le Ministre.

Art. 39. Par an, les dépenses à charge de la subvention forfaitaire visée à l'article 28, § 3 alinéa 1er, 1° ne peuvent dépasser en moyenne quatre-vingt mille euros fixés sur base de l'indice santé du mois de décembre 2006 par équivalent temps plein. Ce montant est adapté annuellement sur base de l'indice santé du mois de juillet.

Les dépenses à charge de la subvention visée à l'article 28 § 3, alinéa 1er, 2° excluent toute dépense de personnel.

Sous-section 3. — L'utilisation de l'apport propre et des revenus complémentaires

Art. 40. L'apport propre est utilisé pour les coûts directs, conformément au budget et conformément aux procédures internes de l'organisation subventionnée. Son utilisation ne fait pas l'objet des restrictions de l'annexe 4.

Art. 41. L'utilisation des revenus complémentaires au prorata de la subvention est conditionnée à l'accord préalable de l'administration, sur proposition de l'organisation subventionnée. L'administration, conformément à l'article 16 de l'arrêté royal du 5 mars 2015 portant organisation du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement, se prononce dans un délai de 60 jours. Passé ce délai, la proposition d'utilisation est réputée être acceptée.

CHAPITRE 6. — *Suivi, rapportage et justification de l'intervention*

Section 1re. — Dispositions générales

Art. 42. La justification et le contrôle de la subvention répondent aux principes d'intégrité, de transparence et d'apprentissage constitutifs d'une relation basée sur la confiance entre une administration et des organisations accréditées.

Le principe d'intégrité prévoit que l'organisation subventionnée prenne les mesures nécessaires afin d'avoir une assurance raisonnable d'absence d'irrégularités, fraudes et pratiques de corruption active ou passive et pour y remédier, le cas échéant.

Le principe de transparence prévoit que l'organisation subventionnée communique clairement et régulièrement à l'administration une image fidèle à la réalité, tant au niveau opérationnel qu'au niveau financier et mette spontanément en évidence les éventuelles déviations prévues ou imprévues.